

Ilan Bizberg et Bruno Théret

La diversité des capitalismes latino-américains : les cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Ilan Bizberg et Bruno Théret, « La diversité des capitalismes latino-américains : les cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique », *Revue de la régulation* [En ligne], 11 | 1er semestre / Spring 2012, mis en ligne le 26 avril 2012, consulté le 25 octobre 2012. URL : <http://regulation.revues.org/9658>

Éditeur : Association Recherche & Régulation

<http://regulation.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://regulation.revues.org/9658>

Document généré automatiquement le 25 octobre 2012.

© Tous droits réservés

Ilan Bizberg et Bruno Théret

La diversité des capitalismes latino-américains : les cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique

Introduction

- 1 Cet article s'inscrit dans le prolongement de travaux antérieurs (Marques-Pereira et Théret, 2001 et 2004a et b ; Bizberg, 2004a et b) dans lesquels nous avons montré que le Mexique et le Brésil, à l'époque de la substitution des importations, pouvaient être considérés comme deux idéal-types différents, pour ne pas dire opposés, de configurations institutionnelles et d'économies politiques. Dans ces travaux, nous mettions également en évidence que les différences relevées pouvaient expliquer les trajectoires divergentes qu'avaient empruntées les deux pays à partir des années 1980, dans le nouveau contexte international du « Consensus de Washington ». Pour enrichir ces premiers travaux, le présent article se donne trois objectifs.
- 2 Le premier est d'élargir à l'Argentine le champ d'application de la méthode comparative, « institutionnaliste historique » et « topologique », préalablement utilisée et que l'écart croissant qui sépare désormais le Brésil du Mexique conforte. En intégrant l'Argentine à notre réflexion, nous visons notamment à tester l'hypothèse d'un impact possible sur la trajectoire de développement des formes précises que prend le fédéralisme dans ces trois pays, via la plus ou moins grande capacité de l'État à mener des politiques pertinentes selon ces diverses formes.
- 3 Notre deuxième objectif est de corriger certains biais de la manière de comparer précédemment privilégiée et que divers critiques n'ont pas manqué de noter. Dans les travaux précités, l'accent était surtout mis sur le fait que, face à des changements largement exogènes aux contextes nationaux, la résilience des institutions en place était dans les deux pays étudiés localisée pour l'essentiel dans des espaces sociaux différents (l'économique au Brésil et le politique au Mexique). On mettait ainsi l'accent d'une part sur la dépendance au passé des ressources politiques ayant permis dans les années 1970 et 1980 de réagir aux crises, endogènes puis exogènes, des régimes d'import-substitution, d'autre part sur les contraintes de cohérence institutionnelle orientant les changements de régimes tant politique qu'économique dans les décennies suivantes. Cette manière structurale largement déductive de raisonner et d'interpréter l'histoire avait l'inconvénient de secondariser la part d'innovation propre à l'activité politique orientée vers le futur, c'est-à-dire à l'action collective qui est la source ultime et le moteur essentiel du changement et/ou de la reproduction des institutions. B. Sallum Jr (2004, 103), notamment, nous a à juste titre rappelé que chaque forme d'État « constitue la matérialisation de coalitions socio-politiques distinctes ». Or on doit suspecter que tout changement de régime économique et/ou politique correspond à un changement de coalition (ou bloc hégémonique) au pouvoir, ou au moins à un changement du rapport des forces dans la coalition en place, même si apparemment le changement majeur semble relever essentiellement du régime des idées et d'une conversion des élites en place aux idées nouvelles. Aussi, convient-il de corriger le biais de la formalisation topologique des configurations institutionnelles qui laisse croire que les acteurs des changements sont de simples agents supports de structures qui réagissent mécaniquement aux perturbations de leur environnement menaçant leur reproduction. À cette fin nous adoptons dans cet article une forme de narration plus « littéraire » pour examiner dans quelle mesure et comment, dans les trois pays ici considérés, les configurations socio-politico-économiques qui existaient durant la période de la substitution d'importations se sont transformées en de nouvelles configurations cohérentes face à la globalisation et aux processus d'intégration régionale.
- 4 Ce changement de style d'exposition qui cherche à faire plus de place à l'action collective et aux forces politiques « vivantes » qu'à leurs formes « mortes », cristallisées dans des institutions et des organisations, implique de traduire les concepts abstraits que privilégie l'économie en catégories politiques intermédiaires entre le niveau conceptuel et le sens

commun des acteurs. Dans cette perspective, dans la première partie de l'article où nous traitons des coalitions sociopolitiques qui ont conformé les trajectoires économiques des trois pays que nous comparons, nous laissons implicites les notions plus abstraites de blocs hégémoniques et de compromis institutionnalisés. De même, dans la seconde partie où nous déclinons les modalités d'action de ces coalitions et leur impact sur les formes du syndicalisme et les relations industrielles d'abord, sur les institutions monétaires et financières ensuite, nous visons seulement à caractériser la diversité dans les trois pays des configurations du rapport salarial et du régime monétaire, considérés ici essentiellement comme des rapports politiques entre forces sociales en conflit. Enfin dans la troisième partie où nous examinons les modes d'inscription des coalitions socio-politiques dans la structure de l'État aux niveaux de son rapport à l'économie comme de son organisation propre, nous ne nous référons pas à l'État en tant qu'abstraction réelle, mais plutôt à un ensemble de politiques publiques parties prenantes d'un « État en action » (Jobert et Muller, 1987).

- 5 Pour ce qui est de notre troisième objectif, à vrai dire le plus important pour nous, il est de revenir sur l'idée fautive à nos yeux d'un modèle économique « latino-américain » unique que beaucoup d'auteurs continuent à faire leur¹. Il est vrai que l'Amérique latine, considérée sous l'angle du niveau des inégalités qui y règnent, se distingue en bloc du reste du monde et constitue donc bien un ensemble territorial particulier. Mais sous l'angle institutionnel et de la réorientation dans les 30 ou 40 dernières années de la trajectoire économique de chaque pays de cet ensemble, ce sont les différences qui les séparent qui importent. En effet, dans le mouvement de la mondialisation commerciale et de la globalisation financière, c'est moins à une convergence qu'à une différenciation accentuée des économies latino-américaines qu'on a assisté, au point que le Brésil apparaît désormais comme une puissance autonome, membre du club officiel des quatre ou cinq grands pays dits « émergents », alors que le Mexique s'enfoncé dans une dépendance de plus en plus étroite vis-à-vis de l'économie étatsunienne. Quant à l'Argentine, elle n'a guère jamais cessé d'osciller entre grands bonds en avant et violents retours en arrière, de telle sorte que la volatilité de sa trajectoire passée rend difficile de probabiliser son évolution future.
- 6 L'Argentine, le Brésil et le Mexique ont connu des modes de constitution de leur État et de leur unité nationale tout à fait spécifiques, lesquels ont manifestement marqué les relations État/économie qui continuent de s'y manifester et qui les inscrivent dans des trajectoires politiques et économiques de long terme différentes. Même si on les envisage dans une perspective historique ne remontant pas plus avant que le XX^e siècle, leur comparaison valide l'adage braudélien selon lequel les relations État/économie ou État/capitalisme peuvent être favorables, neutres, ou défavorables au développement (Braudel, 1979). Le Brésil, comparé dans la période de l'ajustement néolibéral à l'Argentine et au Mexique, montre que le retrait de l'État peut être défavorable dans une grande mesure au développement économique. A contrario le Mexique mais surtout l'Argentine, comparés au Brésil et envisagés dans la période précédente marquée au plan économique par une substitution des importations (ISI) soutenue par une intervention forte de l'État, montre que cette dernière n'est pas *ipso facto* nécessairement favorable. Tout dépend du contexte sociétal, des formes de l'État, du mode de son articulation à l'économie de marché et des compromis sociaux constitutifs des coalitions sociales au pouvoir, qui conforment concrètement cette articulation. Or tous ces éléments sont différents d'un pays à l'autre. On peut ainsi parler d'une diversité des capitalismes latino-américains.
- 7 Il semble alors que la diversité des capitalismes doive être envisagée selon une hiérarchie de trois niveaux ou échelles géographiques. Une distinction structurelle s'impose d'abord entre capitalisme développé et capitalisme périphérique, ce dernier ayant pour spécificité radicale un niveau faible d'intégration sociale de l'ensemble de la population dans l'économie via un accès généralisé et juridicisé au travail salarié (formel), à la monnaie et à la consommation. L'intégration sociale à la périphérie est restreinte et elle est maintenue en l'état au travers d'un système de protection sociale et de l'emploi qui a pour mission centrale non pas d'éradiquer, mais de réguler la pauvreté afin d'en assurer la reproduction dans le temps conformément aux intérêts de classes dominantes bien assises dans leurs positions privilégiées². La rémanence

sur le long terme de l'espèce périphérique de capitalisme conduit à le considérer comme un modèle cohérent dont la généralité se donne à voir tant dans la faiblesse des monnaies nationales des pays périphériques que dans les degrés très élevés d'inégalités structurelles qui y règnent. L'enfermement de ces pays dans le sous-développement résulte de ces inégalités et de la pauvreté structurelles qui limitent l'extension des rapports capitalistes marchands, et vont de pair avec une faible puissance de l'État et de sa monnaie qui entérine, voire « garantit » ces inégalités. Il faut en effet insister sur le fait que, contrairement à la vision libérale qui veut qu'un État efficient soit un État minimum, la très faible pression fiscale qui distingue structurellement les capitalismes périphériques des capitalismes développés est un indice majeur de leur sous-développement.

- 8 Cela dit, la périphérie doit elle-même être envisagée dans sa diversité, tout comme cela est fait pour les capitalismes développés. Cette diversité peut être saisie en distinguant deux échelles, celle des grands ensembles régionaux qui partagent des traits géographique, historique et géopolitique communs, celle ensuite de la diversité interne à ces ensembles. Ainsi les capitalismes latino-américains se distinguent en bloc des autres formes de capitalismes périphériques qu'on peut observer notamment en Asie. Les trois pays d'Amérique latine qu'on compare ici ont des degrés d'inégalités relativement proches et parmi les plus élevés du monde (Gasparini & Lustig, 2011)³ et ils partagent une histoire commune qui est celle de leur colonisation depuis la péninsule ibérique (Schrank, 2009 ; Etchemendy, 2009). Pour autant ils ne sauraient être considérés eux-mêmes comme d'un type unique, ce qu'on cherche à montrer à nouveaux frais dans cet article. Pour cela, il ne nous a pas semblé *a priori* nécessaire de rentrer dans des considérations sur la différenciation de l'ampleur des inégalités sociales dans ces trois pays. Cela ne préjuge pas cependant de l'éventuelle nécessité d'y revenir ultérieurement au cas où on aurait à s'interroger sur une possible bifurcation de l'un d'entre eux vers un type de capitalisme développé. Dans la conclusion, on revient sur cette question de la diversité des capitalismes périphériques et de leur capacité différenciée à émerger à l'occasion comme capitalismes centraux.

1. Les coalitions sociopolitiques dominantes

- 9 Vue au plan des pratiques sociales, l'insertion de l'État dans les rapports économiques, tout comme son réciproque, l'insertion des intérêts économiques dans l'ordre politique, ne se comprennent qu'en référence à une coalition politique dominante d'acteurs sociaux qui peut être plus ou moins favorable au développement économique et au progrès social. Les caractéristiques et l'extension de ces coalitions sont différentes selon les pays et concernent la composition des élites économiques, le degré de concentration des activités économiques, le degré d'appui reçu de l'État, leur autonomie par rapport à lui, leur rapport avec les secteurs populaires ainsi que le degré de reconnaissance de leur représentativité par le système politique.

1. 1. Argentine

- 10 L'Argentine a été dominée depuis la seconde moitié du XIX^e siècle et jusqu'à la montée du péronisme en 1948, par l'oligarchie des producteurs de bétail et de céréales qui monopolisaient les meilleures terres (Teichman, 1982, 48 ; Rapoport *et al.*, 2005, 178). L'économie contrôlée par cette oligarchie, d'orientation nettement libre-échangiste, dépendait de l'exportation de cuir, de laine, de viande et de grains essentiellement vers la Grande Bretagne, ainsi que des importations de produits industriels de consommation provenant de ce pays. La prédominance de ces intérêts économiques a eu comme conséquence le blocage des autres investissements, comme ceux de l'industrie minière et manufacturière, car les intérêts agro-béteiliers craignaient qu'un développement de l'industrie manufacturière ne remette en question leurs rapports privilégiés avec l'Angleterre. Les élites agro-exportatrices en Argentine ont été de manière permanente opposées à la diversification de l'économie argentine. Elles étaient confortées dans cette voie du fait du rapide enrichissement du pays pendant la Belle Époque (jusqu'en 1913)⁴.

- 11 Cette oligarchie a commencé à décliner à partir de la première guerre mondiale et ce déclin s'est accentué avec la crise de 1929 (Taylor, 1992, 911 ; Di Tella et Zymelman, 1967). La montée des États-Unis comme producteur de produits alimentaires a été un obstacle important à la continuation de l'expansion du pays sur la seule base des exportations de viande, de laine et de grains, l'oligarchie agro-exportatrice pouvant alors difficilement nouer avec le nouveau centre de l'économie mondiale un rapport semblable à celui qu'elle entretenait avec la Grande-Bretagne (Teichman, 1982 : 63). Par ailleurs, ces élites, recherchant des gains à court terme, étaient peu enclines à moderniser leurs moyens de production. Cette faiblesse de l'investissement est liée au fait qu'au moins jusqu'en 1914, la propriété du sol était très concentrée et que la production était principalement le fait de migrants temporaires – car n'ayant pas accès à la citoyenneté (Botana, 1993, 249) – louant la terre aux grands propriétaires⁵. Les élites propriétaires étaient en fait plus intéressées à étendre la culture sur des terres vierges, l'agriculture extensive offrant des gains immédiats avec peu d'investissement. Mais les faibles niveaux d'investissement étaient aussi la conséquence de la situation du marché du travail où des salaires décroissants en raison d'une flexibilité accrue de la main d'œuvre, compte tenu d'une immigration massive, réduisait l'incitation à utiliser des technologies économes en travail (Adelman, 1992, 297-298).
- 12 Une caractéristique de la coalition dominante propre à la période du fédéralisme libéral-oligarchique argentin est qu'en tant qu'elle était très restreinte, son caractère défensif s'est fortement accentué, et cela d'autant plus qu'elle avait en face d'elle des intérêts forts qui menaçaient son hégémonie. Le développement de l'industrie argentine et de la classe ouvrière dans le premier XX^e siècle jusqu'à la crise de l'entre-deux guerres, sur la base de la dynamique du secteur externe, s'est en effet traduite par l'émergence d'une coalition concurrente sanctionnée par l'arrivée au pouvoir de l'Union civique radicale (UCR) et les présidences d'H. Yrigoyen. À partir de 1929, la situation sociale s'aggravant avec la crise désormais évidente du modèle agro-exportateur, l'oligarchie libérale a alors adopté une posture réactionnaire et répressive, proche de celle que Barrington Moore considérait comme caractéristique de la plupart des intérêts agraires dans le monde⁶. Ce caractère défensif de la classe dominante a eu comme conséquence que la classe ouvrière argentine, la plus développée du continent, était aussi celle qui avait le moins de droits politiques et sociaux. Il s'est illustré ensuite par le fait que l'oligarchie s'est retranchée en dehors de la vie partisane telle qu'elle s'est réorganisée au début du XX^e siècle ; elle a toujours agi depuis en tant que détentrice d'un droit de veto plus que comme un acteur politique apparaissant en tant que tel (Portantiero, 1982, 23-29).
- 13 Le péronisme qui s'affirme dans l'après-guerre répond aux revendications de la classe ouvrière en matière de droits politiques et sociaux : il impose une expansion des salaires ouvriers et distribue des avantages sociaux aux travailleurs syndiqués, ce qui lui permet de mener une politique de cooptation du syndicalisme et de marginalisation des leaders syndicaux communistes. Le péronisme s'est aussi accompagné d'un changement de perspective économique : l'industrie de biens de consommation a bénéficié d'une protection, de l'expansion du crédit et de la constitution d'un marché interne basé sur la hausse des salaires et des prestations sociales aux travailleurs. L'augmentation de la consommation interne de produits alimentaires a été de pair avec des contrôles de prix et des taux de change favorisant la consommation aux dépens de l'exportation de ces produits (Teichman, 1982, 63).
- 14 Ainsi, le secteur économique prédominant pendant près d'un siècle en Argentine a été confronté à une crise de sa capacité compétitive à l'extérieur et à une perte d'hégémonie économique et sociale à l'intérieur. D'où sa radicalisation politique et la polarisation de la société argentine. La forme de domination économique associée à la domination politique de l'oligarchie agro-exportatrice devenant de moins en moins viable, celle-ci a alors fait appel à des formes de plus en plus répressives pour maintenir sa domination exclusive sur des forces sociales qui, du fait de leur accès à des droits politiques, pouvaient désormais revendiquer une réorientation de la stratégie économique du pays.
- 15 Pour sa part, Perón a non seulement œuvré contre les intérêts agraires, mais aussi favorisé une partie des entrepreneurs contre les autres. Il a favorisé les secteurs économiques nouveaux,

créés sous sa houlette, ainsi que ceux qui coïncidaient avec sa politique de cooptation du syndicalisme (Teichman, 1981). Ce double antagonisme entre les intérêts agro-exportateurs et les intérêts industriels, et entre les industriels produisant des biens de consommation pour le marché interne avec des matières premières locales, et ceux qui, comme dans le textile, dépendaient des produits importés, a eu une conséquence importante : au moment de la crise du modèle de substitution d'importations et du démantèlement de ses instruments d'abord par les gouvernements militaires entre 1976 et 1983, ensuite dans les années 1990 pendant les deux mandats de Menem, il n'y a pas eu d'acteur entrepreneurial ayant la capacité de défendre ces institutions ou de promouvoir un projet de développement quelconque (Boschi et Gaitán, 2008). Cette double polarisation explique aussi pourquoi en Argentine, l'économie de substitution d'importations n'a pas pu être complétée jusqu'à incorporer les biens d'équipement comme au Brésil (Teichman, 1981, 152).

1. 2. Brésil

- 16 La coalition qui a été à la base du développement brésilien a été toute autre. Getulio Vargas, ex-gouverneur de Rio Grande do Sul, prend le pouvoir en 1930 en mettant fin ainsi à la première République fondée en 1889 et dominée par les oligarchies de propriétaires terriens du Minas Gerais, de Rio de Janeiro et de Sao Paulo. La crise mondiale de 1929 a réduit drastiquement les exportations de café et sapé par là le pouvoir de ces oligarchies reposant sur cette denrée, produit principalement exporté alors par le Brésil (Loewenstein, 1942, 16-17). Vargas s'appuie sur un autre secteur de l'oligarchie traditionnelle (celle du Nord-Est et de Rio Grande do Sul), sur les secteurs militaires de base (déjà entrés en rébellion plusieurs fois dans les années 1920 contre la structure élitiste de l'armée), et sur les secteurs populaires urbains de Sao Paulo et de Minas (Fausto, 1995, 183). Bien que les vieilles oligarchies soient ainsi écartées du pouvoir, le fait que Vargas ait dû s'appuyer partiellement sur elles l'empêche de démanteler les structures traditionnelles de domination, ce qui explique l'absence de toute réforme agraire au Brésil (Touraine, 1988). Il revient alors à l'État d'équilibrer les rapports de force entre les différents secteurs sociaux, d'organiser le pacte social, et à cette fin de construire les bases du développement brésilien. « À l'inverse du coup d'État militaire mené la même année par Uruburu en Argentine qui restaurait le pouvoir de l'oligarchie traditionnelle, celui de Vargas correspond à la mise en place d'un État de compromis, et donc autonome, qui va chercher sa légitimité dans le développement du marché interne » (Rapoport *et al.*, 2005, 292-296).
- 17 Cette autonomie de l'État a permis que, à l'opposé du péronisme, Vargas et son *Estado Novo*, porté par une idéologie du développement à tout prix, le « *desenvolvimentismo* » (Sallum, Jr, 2004, 104), impulsent le développement des industries de base, tels que l'acier, sous la forme de grandes entreprises publiques. Cette même autonomie et le recours à une politique d'équilibre entre les secteurs traditionnels et modernes ont fait que, en contraste là encore avec l'Argentine, le développement de l'industrie s'est fait sans discrimination à l'égard des intérêts agricoles auparavant dominants, notamment ceux du sucre et du café (Silva, 2007, 80). Ainsi le Brésil a-t-il réussi à développer une industrie de biens de consommation, une industrie d'équipement, et un secteur agricole très capitalisé et performant, à la fois exportateur et fournisseur de denrées alimentaires suffisantes pour alimenter la population.
- 18 Par ailleurs, les industriels brésiliens appuyèrent fortement en diverses occasions le gouvernement, ce qui ne fut absolument pas le cas des entrepreneurs argentins, lesquels étaient divisés quant à la perception qu'ils avaient de leurs intérêts à appuyer le processus interne d'industrialisation (Sikkink, 1988)⁷. Contrairement à leurs contreparties argentines, les industriels brésiliens étaient plus développementistes que libéraux et acceptaient plus facilement l'inflation (*ibid.* 396-410)
- 19 Les militaires qui ont pris le pouvoir en 1964 au Brésil, un moment tentés par des politiques plus « libérales », n'ont finalement pas remis en question le modèle développementiste de Vargas et des gouvernements démocratiques qui avaient suivi. À partir des années 1970, ils ont promu des « *joint ventures* » entre capitaux étrangers et capitaux nationaux publics et privés afin de promouvoir les industries de biens d'équipement. L'administration Geisel a renforcé l'accent mis dans le régime d'accumulation sur la production nationale de

biens d'équipement et de consommation intermédiaire, en mobilisant à cette fin l'expansion d'entreprises publiques (Cardoso, 1986, p. 143). Cette politique a été assez largement couronnée de succès (ce qui contraste avec l'échec du Mexique à développer cette même industrie exclusivement avec du capital étatique). Il en est résulté que le Brésil est le pays d'Amérique latine qui a avancé le plus loin dans la substitution d'importations et qui a eu la politique économique la plus cohérente.

1. 3. Mexique

20 Au Mexique où, à la différence du Brésil et de l'Argentine, il n'y a pas eu jusqu'à récemment de changement de système politique depuis la fin de la révolution sociale qui a éclaté en 1910, en revanche celle-ci a eu trois conséquences sur la coalition au pouvoir et la relation entre politique et économie. En premier lieu, l'État mexicain a rempli le vide politique et économique créé par la révolution. La révolution et la réforme agraire qui l'a suivi ont détruit les bases politiques et économiques de la grande propriété foncière. Le nationalisme inhérent au mouvement a conduit par ailleurs à l'expropriation du capital étranger. Ainsi les deux piliers de l'ancien pouvoir porfiriste et de son économie ont été démantelés. L'État qui a surgi de la révolution mexicaine n'a donc pas eu besoin de s'appuyer sur une oligarchie au détriment d'une autre, du fait qu'il était parvenu à créer ses propres bases sociales d'appui politique : les travailleurs des entreprises d'État et de l'appareil de l'administration gouvernementale, les travailleurs du privé organisés dans les confédérations syndicales qui dépendaient du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel monopolisant le pouvoir), et les paysans qui ont bénéficié de la réforme agraire.

21 En ce qui concerne les secteurs entrepreneuriaux, la révolution et la réforme agraire ont éliminé (économiquement et politiquement) les grands propriétaires ruraux traditionnels. Ceux qui se sont reconstitués pendant les années 1950 et 1960 sont nés de concessions de l'État et ont développé une production fondée sur une mise en valeur plus capitaliste des terres et une commercialisation capitaliste. D'autre part, les entrepreneurs qui sont nés de l'industrialisation et de l'urbanisation associées au processus de substitution des importations qui a été mis en place à partir de la seconde guerre mondiale, dépendaient également de concessions politiques et de la protection et des investissements gouvernementaux. Dépendant économiquement de l'État, les entrepreneurs n'ont pas eu de réelle capacité politique autonome jusqu'aux années 1980 qui ont vu le système politique se libéraliser ; ils se sont alors ralliés au parti de droite, le PAN (Parti d'Action nationale).

1. 4. Les transformations plus récentes

22 La place nous manque ici pour discuter de façon approfondie de l'évolution la plus récente des coalitions sociopolitiques dominantes dans les trois pays ici envisagés. Abordons-les néanmoins brièvement en les examinant conjointement et en nous centrant sur la manière dont chacun des pays a répondu à des crises récurrentes de la balance des paiements dans les années 1970, époque où les trajectoires des trois pays ont commencé à diverger. Jusqu'alors le Mexique et le Brésil avaient suivi un chemin de développement économique similaire quoique fondé sur des institutions très différentes (Alba et Bizberg, coord., 2004 ; Lautier et Marquès Pereira, dir., 2004) : face à la crise des années 1970, ces institutions ont commencé à fonctionner d'une manière moins complémentaire au Mexique qu'au Brésil. En effet, le Brésil gouverné par les militaires, qui dans la tradition varguiste fondaient leur légitimité sur une croissance économique continue, choisit d'une part de poursuivre la substitution des importations jusque pour les biens intermédiaires et les biens d'équipements industriels, d'autre part d'ouvrir progressivement le régime politique pour légitimer ce choix. Le Mexique, quant à lui, eut la « chance » de trouver des réserves de pétrole et d'en devenir un exportateur important. Les capitaux étrangers, qui ont afflué pour prendre leur part de cette manne, ont permis aux gouvernements du PRI de maintenir le régime politique autoritaire, moyennant une accentuation de la redistribution à ses classes appui, et d'abandonner toute velléité d'approfondissement de l'ISI. De son côté, l'Argentine, après quelques hésitations liées à un bref retour de Peron au pouvoir, a vu l'armée le reprendre en 1975 et abandonner carrément en 1978 le modèle de substitution d'importations (Canelo, 2009).

- 23 La divergence des trajectoires entre les trois pays s'est approfondie durant les années 1980 et 1990 pendant lesquelles les coalitions développementistes ont été totalement démantelées en Argentine et au Mexique. Au Brésil, la coalition structuraliste (regroupant entrepreneurs nationaux publics et privés, militaires et fonctionnaires des ministères économiques et sociaux, syndicalistes) a mieux résisté à l'offensive néolibérale qui n'a pu se déployer qu'à partir des années 1990 et sans prendre un caractère extrême. En fait, par contraste avec l'Argentine et le Mexique où le modèle néolibéral a été appliqué de manière orthodoxe et a affecté profondément les intérêts industriels nationaux (sauf quelques grands groupes) et le syndicalisme, le Brésil a suivi un chemin plus hétérodoxe marqué par la présence rémanente au sein des élites dirigeantes d'un courant « libéral-développementiste » (Sallum Jr, 1999, 2004, 2009). Au Mexique, le nouveau modèle économique a été imposé par des gouvernements autoritaires du PRI, le changement de modèle économique se faisant avant la démocratisation. En Argentine, c'est un gouvernement issu de la nouvelle démocratie, avec l'appui d'une bonne partie des syndicats péronistes, qui, en proie à une hyperinflation, a repris à son compte la libéralisation de l'économie esquissée par la dictature militaire précédente (1976-1983) en mettant en œuvre une ouverture totale de l'économie, un ajustement monétaire et fiscal drastique, et des privatisations d'une ampleur radicale. Au Brésil, même si les gouvernements Collor et Cardoso, en proie également à une hyperinflation, ont pris des mesures d'ouverture économique et de dérégulation, et bien que la coalition structuraliste se soit affaiblie, la résistance au niveau social d'une part, ainsi que l'opposition politique, au Congrès, de la part du Parti des travailleurs, ont empêché que les mesures néolibérales soient appliquées de manière aussi radicale (Melo, 1997).
- 24 Plus récemment, alors qu'au Mexique, les deux gouvernements successifs du PAN, parti de centre droit, ont continué à appliquer des politiques néolibérales strictes, ceux de Lula au Brésil et des Kirchner en Argentine ont pris leur distance vis-à-vis du FMI et mis en œuvre des politiques d'obédience plus nationaliste. Au Brésil, la conjoncture électorale de 2002, dans laquelle a été élu Lula, a vu se construire un puissant courant d'opinion dans le monde entrepreneurial prônant une correction du processus d'ouverture indiscriminée de l'économie des années 1990 et l'adoption d'une politique industrielle appuyant tant la substitution des importations que les exportations (Diniz et Boschi, 2003, 27). Bien que ces évolutions n'aient pas encore donné lieu à la formation claire d'une nouvelle coalition développementiste et à une politique radicalement différente qui ne serait plus soumise aux injonctions de la finance (Erber, 2008), elles ont néanmoins stoppé l'approfondissement du modèle libéral-monétariste imposé pendant les années 1990 et conduit à mettre en œuvre des mesures qui divergent de ce modèle. En Argentine, la situation est plus complexe du fait que les politiques des gouvernements Nestor puis Christina Kirchner, menées suite à la profonde crise économique et politique de 2001-2003, ont rencontré de fortes résistances notamment de la part des secteurs agro-exportateurs. Compte tenu de l'ampleur du démantèlement de l'État qu'a connu le pays dans les années 1990 et de l'absence de prise en charge des problèmes liés à la structure fédérale du pays, on peut néanmoins douter que le modèle d'une croissance économique principalement tirée par les exportations soit structurellement remis en cause dans ce pays.
- 25 En résumé, les coalitions qui se sont constituées en Argentine pendant le péronisme et au Mexique entre la fin de la seconde guerre mondiale et le début des années 1980 ont avancé dans la production de biens de consommation non durables et durables, mais ont échoué à développer une industrie de biens d'équipement. Ces échecs peuvent être mis en rapport avec le caractère restreint de ces coalitions qui ont été confrontées, dans le cas argentin, à une opposition des intérêts agro-exportateurs et, dans le cas mexicain, à la marginalisation des secteurs agricoles bénéficiaires de la réforme agraire (et représentant la moitié des terres arables). Au Brésil, en revanche, la coalition développementiste a incorporé tant les intérêts agricoles que les secteurs industriels de production des biens de consommation et des biens d'équipement, ce qui a permis un développement plus complet de la matrice économique du pays. Par ailleurs, le retrait de l'État en Argentine et au Mexique à partir des années 1980 a été le fait d'une coalition entre le secteur financier, quelques grands groupes industriels et agraires et les entreprises transnationales, alors qu'au Brésil, ce retrait a été plus tardif et

moins prononcé du fait que la coalition libérale, quand elle a accédé au pouvoir, a inclus des industriels régionaux « libéral-développementistes » dont les intérêts n'ont pas cessé d'être pris en compte par l'État. À l'entrée dans le troisième millénaire, le Brésil a ainsi pu se repositionner comme puissance émergente autonome, alors que le Mexique, en dépit de sa taille géographique et démographique, continue de subir passivement, du fait de l'orientation de sa trajectoire économique *hacia afuera* et de sa stratégie de flexibilité défensive, les à-coups destructeurs de la conjoncture économique mondiale. Le cas de l'Argentine est plus complexe en dépit de sa reprimarisation dans les années 1990. Avec la crise de 2001-2002 et l'arrivée à la présidence de Kirchner en 2003, elle a rompu avec l'ultra-libéralisme des années Menem et, grâce à la forte croissance de ses exportations de *commodities* qui lui ont permis d'avoir des ressources en devises, elle a pu renouer avec une certaine industrialisation et des politiques sociales et salariales visant à fortifier le marché interne. Néanmoins, à la différence du Brésil, la structure productive du pays a peu varié par rapport aux années 1990.

2. Les empreintes des coalitions politiques sur les relations de travail et les régimes monétaire et financier

26 Venons-en maintenant aux formes institutionnelles qu'ont conformées dans chacun des trois pays sous revue les coalitions sociopolitiques dominantes dans les trois domaines relativement autonomes que sont les relations de travail, les relations monétaires et financières, et la structure organisationnelle de l'État.

2. 1. Le syndicalisme et les relations industrielles

27 La situation du syndicalisme et des relations industrielles est très contrastée dans les trois pays⁸.
28 Le Mexique est un cas qui paraît extrême mais qui en fait combine une très forte protection de la main d'œuvre pour certaines industries dans les secteurs les plus stratégiques, avec une insécurité totale dans la grande majorité des lieux de travail. Les travailleurs des grandes entreprises comme celles du pétrole, de l'électricité, les enseignants de l'instruction primaire sont très protégés, alors que ne le sont pas du tout les travailleurs des secteurs où il n'y a pas de syndicats⁹. Se combinent de la sorte deux blocages, l'un dans les secteurs stratégiques où les salariés bénéficient d'une forte protection, mais où la gestion bureaucratique et corporatiste est un frein à une modernisation technologique des entreprises (cas par exemple de PEMEX), l'autre dans les secteurs « modernes » (les *maquiladoras*) où règne une insécurité extrême, du fait d'un contournement du Code du travail.

29 Bien qu'en Argentine le syndicalisme se soit implanté dans les entreprises, il a été centralisé et bureaucratisé. Le péronisme lui a donné un monopole par activité ou par branche, ainsi qu'une forme pyramidale dans laquelle l'échelon national dispose d'un haut degré d'autorité, peu d'autonomie étant laissé aux syndicats à l'échelon des entreprises et des délégués locaux (Murillo, 1997, 75). À ce niveau, les délégués devaient se limiter à superviser l'application des conventions collectives établies soit au niveau de la branche ou à l'échelle nationale. Il s'agissait surtout d'un syndicalisme politico-corporatif qui faisait valoir ses exigences dans une négociation avec les gouvernements péronistes ou en utilisant sa capacité de mobilisation face aux gouvernements d'orientation différente. Par ailleurs, ce syndicalisme disposait depuis l'institution du péronisme du contrôle de certains instruments de l'État providence argentin – « *obras sociales* » telles que caisses de retraite, services sociaux et de santé – et plus largement faisait office d'agences de services "... accompagnant les travailleurs dans presque toutes les étapes de leur vie." (Novick, 2001, 26-29). C'est pour cela qu'en Argentine, la flexibilisation s'est produite sans grandes modifications législatives.

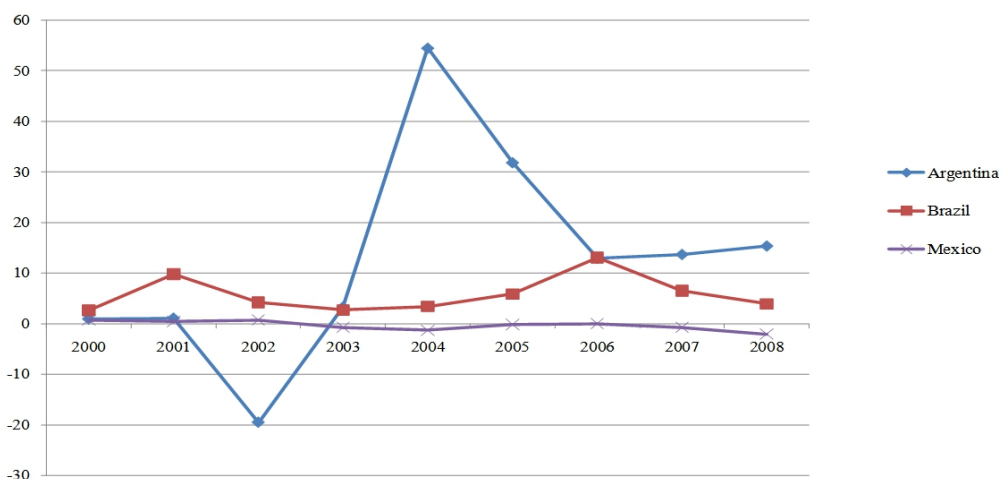
30 Le gouvernement Menem a néanmoins poussé (sans trop de succès) à ce que les syndicats négocient de plus en plus au niveau local au lieu de négocier au niveau sectoriel. Il a aussi, par la loi du travail de 1994, obligé les syndicats à négocier des augmentations de salaires en liaison avec les accroissements de la productivité. Cette réduction de la capacité des syndicats a été négociée avec la CGT (la centrale péroniste) en échange de la préservation de sa maîtrise des « *obras sociales* » qui constituent la force primordiale des syndicats en garantissant la fidélité des travailleurs à leur égard.¹⁰

31 À partir de la crise de 2001-2002, pendant laquelle s'est développée une vague de protestation et d'organisation spontanée de la société civile, et plus encore avec le gouvernement de N. Kirchner à partir de 2003, plus favorable aux intérêts ouvriers vu son besoin d'appui populaire et de légitimité, on a observé un renouveau du syndicalisme, avec une croissance de l'activité gréviste et des négociations collectives, à tel point qu'on peut parler pour l'Argentine kirchneriste de néo-corporatisme (Etchemendy et Collier, 2007 ; Wylde, 2010).

32 Spécifique également est le syndicalisme brésilien, même si le pays, comme le reste du continent, a connu une poussée vers plus de flexibilisation. Du fait qu'il a été un acteur central du processus de démocratisation et de la discussion de la Constitution de 1988, il a réussi à garder son autonomie et à se renouveler d'une manière considérable. Même s'il n'a pas osé proposer le démantèlement des instruments corporatistes de la loi du travail, il a néanmoins réussi à imposer, avec d'autres acteurs sociaux et l'appui du gouvernement Lula, d'importantes mesures en faveur des travailleurs. Les syndicats ont aussi réussi à s'implanter à l'intérieur des entreprises, notamment les plus grandes, ce qui n'était pas le cas auparavant, et à pénétrer des secteurs où ils n'étaient pas présents comme le secteur agricole. Par ailleurs, le taux de syndicalisation a augmenté, même si les syndicats sont plus petits. Finalement, le syndicalisme est resté au Brésil un interlocuteur important du gouvernement, tant à l'époque plus libérale de Cardoso, où il a négocié avec les entrepreneurs et le gouvernement les accords de branches connus sous le nom des *câmaras sectoriais*, que sous les présidences Lula, par la voie du Conseil socio-économique et de diverses forums où sont discutés différents aspects des politiques publiques affectant les travailleurs ; même si les négociations sur la loi du travail ont finalement échoué, elles n'ont pas non plus donné lieu à une réforme unilatérale comme dans la plupart des autres pays latino-américains.

33 Au total, l'évolution des coalitions et leurs effets sur la structure financière et sur l'État s'inscrivent dans chaque pays dans le cadre de rapports salariaux qui gardent leurs spécificités nationales. Les deux graphiques suivants qui concernent pour les trois pays les politiques de salaire minimum (graphique 1) et les dépenses sociales (graphique 2) illustrent ces différences de manière synthétique, l'Argentine et le Brésil y apparaissant clairement en contradistinction avec le Mexique, surtout dans la dernière décennie. Depuis le début des années 2000 au Brésil, les pressions des syndicats et l'élection de Lula à la présidence de la République ont conduit à des augmentations très sensibles du salaire minimum destinées à réduire les écarts de salaires, dans une perspective double de réduction des inégalités sociales et d'élargissement du marché interne. Ainsi, en février 2009, le salaire minimum en termes réels avait presque doublé par rapport à celui de 2000. Ce à quoi il faut ajouter que l'emploi et la formalisation du travail ont simultanément crû de manière importante pendant ces mêmes années (ILO, 2009).

Graphique 1 : Taux de croissance des salaires minimums : 2000-2008



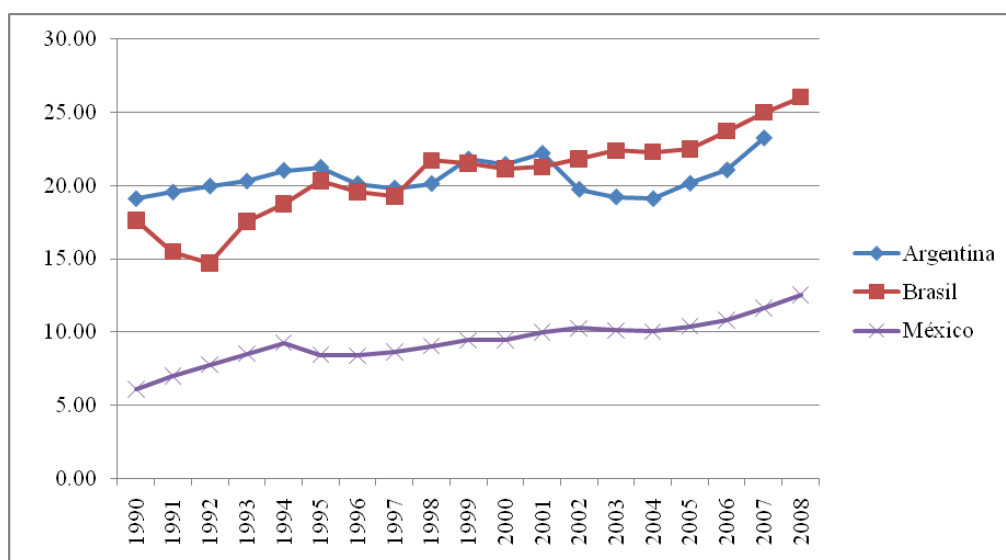
Source : Becarria & Marconi, 2010.

34 Dans le graphique 1, on observe également que le salaire minimum a augmenté significativement en Argentine (quoique les valeurs exactes à partir de 2007 soient entachées

d'incertitude en raison des manipulations de l'indice officiel du coût de la vie). A contrario, le salaire minimum au Mexique a un encéphalogramme plat et a même subi des pertes fréquentes de pouvoir d'achat. L'orientation de politique économique est ici de favoriser la compétitivité sur les marchés extérieurs et non pas de dynamiser le marché intérieur. Ainsi au Mexique, avec la libéralisation et la dépendance externe, les rapports des forces sociales et politiques sont devenus défavorables à une distribution plus égalitaire du revenu, alors qu'en Argentine et au Brésil, les coalitions arrivées au pouvoir au début des années 2000 semblent se diriger lentement vers plus d'égalité distributive¹¹.

35 Le graphique 2 confirme ces différences. On y voit que le Brésil connaît une croissance à long terme des dépenses sociales assez forte et à un niveau relativement élevé (plus de 25 % du PNB en 2008), ce qui contraste d'un côté avec l'Argentine, où la dépense sociale, au départ la plus élevée, a été stagnante (autour de 20 %) malgré une inflexion à la hausse à partir de 2005, et d'un autre côté avec le Mexique, où on observe une croissance à long terme comme au Brésil mais dans le cadre d'un sous-financement continu (inférieur de plus de 10 points de PNB par rapport à celui-ci). C'est là une illustration de plus du démantèlement du pacte corporatiste à partir des années 1980, et de son remplacement par des politiques sociales assistancielles-résiduelles allant de pair avec un clientélisme politique et un modèle économique de sous-traitance internationale.

Graphique 2 : Total des dépenses sociales (en % du PIB) en Argentine, au Brésil et au Mexique (1990-2008)



Source : Becarria & Marconi, 2010.

36 Ces évolutions différenciées concernant le salaire minimum et les dépenses sociales renvoient à un processus qui sépare encore plus significativement le Mexique du Brésil (Dedecca, 2010) et de l'Argentine à partir de 2005 (Bensusan, 2010) ; dans ces deux derniers pays, régime de protection et régime d'emploi et de travail sont articulés alors qu'ils sont déconnectés dans le cas du Mexique (Bizberg, 2011).

2. 2. Systèmes financiers et régimes monétaires.

37 Dans Marques-Pereira et Théret (2001, 2004a et b), il a été montré qu'après la période révolutionnaire qui a vu une multiplication des monnaies régionales, le régime monétaire mexicain a été structurellement (relativement au Brésil) restrictif et de type monétariste (avec une Banque centrale créée dès 1924). Le système monétaire est ici investi de la charge d'assurer la stabilité de la monnaie dans un contexte d'instabilité sociale et politique. Le Brésil a au contraire connu un régime monétaire accommodant et décentralisé (avec de puissantes banques contrôlées par les États fédérés) qui a favorisé la croissance et le développement du pays. La fondation de la Banque centrale au Brésil ne date que de 1964 et celle-ci n'a disposé d'une véritable capacité de régulation centrale de la masse monétaire qu'à partir du début des années 2000, à la suite du Plan Real de 1994 et du PROES de 1999 qui a

fédéralisé les dettes des États fédérés et procédé à une large liquidation par privatisation de leurs banques (Dillinger et Webb, 1999 ; Sola et Marques, 2006 ; von Mettelheim, 2006). Quant à l'Argentine, elle a sur le long terme oscillé entre des périodes laxistes inflationnistes et hyperinflationnistes (Vitelli, 1986) et des périodes d'ultrarigidité (*currency boards*) de son ancrage monétaire, dans un contexte institutionnel qui est pourtant au plan financier extrêmement centralisé et géographiquement centré sur Buenos Aires ; la Banque centrale créée en 1935 est localisée dans le micro-centro de Buenos Aires et ne dispose d'aucune succursale dans le pays (Olivera, 1992). Cette extrême centralisation provoque de fortes asymétries quant aux effets des politiques monétaires fédérales qui conduisent de façon récurrente à des émissions de monnaies complémentaires par les États provinciaux (Théret et Zanabria, 2007). Ainsi l'inflation chronique dans le cas argentin apparaît moins comme une inflation d'accumulation comme au Brésil que comme le résultat *ex post* d'une incapacité politique à régler les multiples conflits sociaux et territoriaux qui divisent le pays et des difficultés des coalitions sociopolitiques dominantes à assurer durablement leur hégémonie (Gerchunoff, Rocchi et Rossi, 2008).

38 Ces différences entre les systèmes monétaires et financiers des trois pays se sont prolongées jusqu'au temps présent en dépit de la relative uniformité des politiques d'ajustement auxquelles ils se sont soumis. Tant par rapport au Mexique que par rapport à l'Argentine, le Brésil a conservé une proportion plus forte de banques sous contrôle national, le pourcentage de la banque dans des mains étrangères n'y étant que de 49 % (Boschi et Gaitán, 2008). En Argentine, le processus de dénationalisation des banques dans les années 1990 a été radical, quoiqu'incomplet. Quant au Mexique, il a résisté aux privatisations massives jusqu'à la crise de 1994-1995, mais après celle-ci, les banques nationales ont été rachetées par des banques étrangères à 85 %, taux supérieur à celui de l'Argentine qui était en 2001 de 61 %.

39 Par ailleurs, l'État fédéral brésilien continue de disposer d'un instrument de promotion du développement sans égal désormais en Amérique latine, le BNDES (Banco Nacional de Desenvolvimento Economico e Social), ainsi que de deux des plus importantes banques du pays que sont Banco do Brasil (chargée notamment des opérations du Trésor) et la Caixa Econômica Federal, banques qui ont été recapitalisées au début des années 2000 (von Mettenheim, 2006, 339-342)¹². Le BNDES travaille soit par l'intermédiaire des institutions financières, soit de manière directe. Il soutient les exportations via le Fond national de développement. Il appuie l'économie avec des crédits à taux bonifiés dont en 2007, 44 % sont allés à l'industrie, 45 % à l'infrastructure et 4 % au secteur agro-alimentaire. En revanche, en Argentine, l'équivalent du BNDES, le BANADE (Banco Nacional de Desarrollo) a été privatisé dans les années 1980 (Boschi et Gaitán, 2008). Le Mexique a, quant à lui, conservé six banques de développement dont Nacional Financiera (NAFIN), créée en 1934 et qui fut la banque mexicaine de développement la plus importante de la période ISI. Mesurée en termes d'actifs, NAFIN est une des plus grandes banques d'Amérique latine. Néanmoins, son rôle de promotion de l'économie a été réduit dès la crise de 1982, réduction qui s'est accentuée à partir des années 1990. Ainsi ses opérations de crédit à l'investissement productif ont été amputées de 70 % entre 1996 et 2004, et elle se limite à servir de garantie pour les crédits offerts par des banques commerciales aux petites et moyennes entreprises. NAFIN a aussi concentré son activité sur le « *factoraje* », qui consiste à payer aux petites et moyennes entreprises les factures qui leur sont dues par d'autres entreprises, afin qu'elles ne manquent pas de liquidité (Manrique Campos, 2007, 111-113).

3. L'impact des coalitions politiques sur la structuration de l'État

3. 1. Des niveaux de résistance très différenciés au retrait des interventions économiques de l'État

40 Une des caractéristiques communes aux diverses économies latino-américaines a été la forte intervention de l'État pendant la période de substitution des importations. À partir des années 1970 pour certains et des années 1980 pour d'autres, il y a eu un « *roll over* » de

la participation de l'État. Mais de même qu'il y avait eu d'importantes différences dans les degrés d'approfondissement de l'ISI et dans les caractéristiques des coalitions et de l'intervention de l'État qui le soutenaient, il y a eu des différences considérables dans la période suivante quant à la temporalité des réformes et à la profondeur du retrait de l'intervention économique de l'État. Une différence cruciale à cet égard est celle relative à la conjoncture politique au moment où le retrait de l'État se produit : moment autoritaire (Mexique), moment démocratique (Brésil), un premier moment autoritaire (1976-1983) puis un second démocratique (1991-2001) (Argentine).

41 Le Mexique et le Brésil sont sans doute les deux pays d'Amérique latine où l'État est le plus intervenu dans l'économie. Le Mexique a instauré un régime politique à partir d'une révolution qui a conduit à la mise en place d'un État fort et centralisé tant du point de vue économique que politique. À partir de la prise de pouvoir par Vargas en 1930 et surtout de l'instauration de *l'Estado Novo* en 1937, l'État brésilien a été lui aussi très présent au niveau économique. Néanmoins, il y a eu une différence essentielle entre les deux types de participation étatique. Alors que l'État mexicain visait la stabilité politique et monétaire, l'État brésilien se préoccupait principalement du développement économique.

42 Parce que le Mexique sortait d'une révolution, la stabilité sociale était fondamentale. Aussi, le régime politique mexicain d'État-Parti stabilisé dans les années 1930 a-t-il intégré en son sein les organisations des classes populaires, les syndicats et les organisations paysannes ; de la sorte, il pouvait contrôler le conflit distributif de manière préventive, en contrepartie de quoi il donnait la priorité à la distribution des revenus plutôt qu'à la croissance économique. Après la crise financière de 1982, l'État mexicain abandonne son rôle d'agent du développement et de la distribution. Il privatise les entreprises étatiques, arrête le financement des « ejidos » (communautés agricoles), ouvre l'économie, décentralise les services éducatifs et de santé ainsi que l'assistance, et libéralise la politique, en grande partie pour dénouer les pactes sociaux constitutifs de l'alliance nationale-populaire qui le contraignaient à intervenir massivement dans la distribution des revenus. Il a pu mener cette politique sans grande résistance en préservant le régime autoritaire, en le libéralisant uniquement par la voie électorale afin de pouvoir continuer à contrôler les organisations populaires et leur faire accepter la libéralisation économique. En revanche, les institutions de régulation créées en contrepartie des privatisations se sont révélées très faibles, surtout face aux monopoles ou oligopoles qui se sont constitués dans plusieurs secteurs tels que la téléphonie, les médias, le ciment, la distribution commerciale, etc. Si l'État mexicain a conservé des secteurs stratégiques comme l'électricité et le pétrole, c'est seulement faute de n'avoir pas eu la force politique nécessaire pour les privatiser ; cela aurait nécessité une réforme fiscale de grande ampleur vu l'importance considérable des recettes de ces entreprises (notamment pétrolières) dans le budget de l'État. Aussi le gouvernement mexicain n'a-t-il presque rien investi dans ces secteurs depuis les années 1980.

43 Les militaires argentins revenus au pouvoir en 1976 ont cherché à détruire le syndicalisme qu'ils considéraient comme ayant inféodé l'État. Mais, contrairement à l'autoritarisme mexicain, ils n'ont jamais eu la force nécessaire pour cela ; l'opposition des syndicats qu'ils n'ont pu réduire les a empêché de consolider le régime néolibéral (Linz et Stepan, 1996, 190). Par ailleurs, ils n'ont pas cherché à privatiser l'ensemble des entreprises publiques. Ce n'est que sous les deux gouvernements péronistes de Menem que, grâce à l'accord de la CGT et malgré l'opposition de la CTA, furent opérées des privatisations massives et une radicalisation des politiques prônées par le Consensus de Washington. En Argentine comme au Mexique, ces politiques ont fini par affaiblir considérablement l'action économique de l'État. En fait, c'est en Argentine que le retrait de l'État de l'économie productive est allé le plus loin, le gouvernement de Menem ayant privatisé la totalité des entreprises d'État (Boschi et Gaitán, 2008) de telle sorte qu'il n'a conservé quasiment aucun contrôle sur les secteurs économiques stratégiques. Ainsi l'Argentine a perdu la capacité d'obtenir des devises à partir de ses propres exportations, contrairement au Mexique et au Brésil où l'État a gardé cette capacité.

44 Cela dit, si l'État brésilien continue à être producteur direct dans des secteurs comme l'énergie et le pétrole, ce n'est pas seulement comme au Mexique pour des raisons fiscales, mais aussi

pour des raisons de politique économique. Ainsi, si on compare par exemple PETROBRAS et PEMEX, l'avantage économique comparatif est nettement en faveur du Brésil. PEMEX, principalement utilisée comme une source de revenu pour le budget de l'État, est une entreprise décapitalisée et peu dynamique, alors que PETROBRAS est une « autarcie » au plan financier et peut réinvestir ses profits dans son propre développement technologique et industriel.

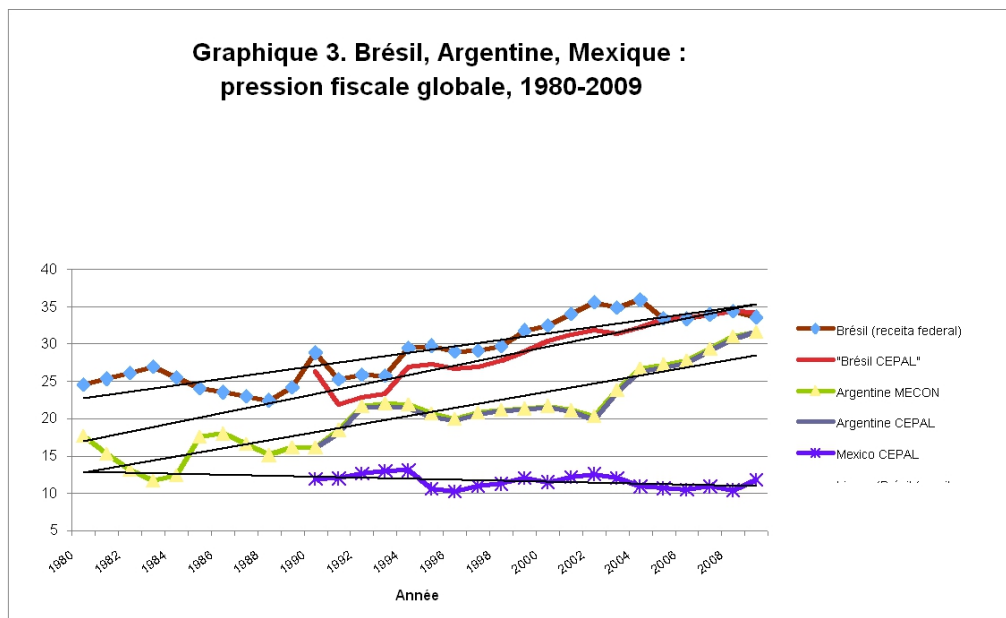
45 En fait, l'État brésilien, après avoir été celui qui est intervenu dans l'économie avec le plus de force, profondeur et cohérence dans la période ISI, a été aussi celui qui s'est le moins retiré de celle-ci dans la période de libéralisation. Il a maintenu les capacités d'action de l'*Estado novo*, les militaires en place entre 1964 et 1985 n'ayant pas eu pour projet de les démanteler. Ce n'est qu'au début des années 1990, alors que le pays était revenu à un régime démocratique et connaissait un certain retard dans l'application des recettes du Consensus de Washington, que les gouvernements néolibéraux de Collor puis de Cardoso ont commencé à les appliquer. Néanmoins, le système politique atomisé du Brésil n'a pas permis la construction d'une coalition politique solide susceptible d'appuyer un démantèlement radical de l'État interventionniste. Y ont également joué en ce sens la présence d'une organisation syndicale d'opposition adossée à un parti discipliné (le Parti des travailleurs) ainsi que la résistance forte d'une société civile active et opposée au néolibéralisme.

46 Le retard dans l'application des recettes néolibérales et les résistances vis-à-vis de celles-ci ont fait que le Brésil a été le pays où l'État a le mieux préservé ses attributions dans la vague néolibérale des années 1980 et 1990. Le gradualisme et le caractère relativement tardif des réformes au Brésil ont permis au pays de préserver des noyaux d'expertise technique et bureaucratique qui se sont « réfugiés » dans les institutions de promotion économique et d'administration des politiques sociales et technologiques. Même quand ils ont été convertis en agents de la privatisation, dans la mesure où ils avaient une vision totalisante de l'action étatique, ces cadres ont soit protégé certaines de ces institutions, soit procédé à des privatisations et des réformes moins radicales, ou plus cohérentes avec la maîtrise des instruments restant aux mains de l'État et avec la structure économique du pays (Boschi et Gaitán, 2008).

47 Au contraire, en Argentine et au Mexique, cette expertise publique a été démantelée sans projet alternatif d'ensemble pour sa reconstruction, les réformes ayant été faites par un nouveau personnel gouvernemental. Au Mexique, par exemple, les technocrates ont expulsé les fonctionnaires de l'époque de la substitution d'importations de tous les ministères. En Argentine, les réformes ont toutes été faites très rapidement, par la voie de décrets présidentiels, ce qui rapproche en ce cas l'Argentine du Mexique où les réformes ont été faites par des gouvernements autoritaires, sans contrepoids ni d'une bureaucratie développementiste, ni des partis ou organisations sociales.

3. 2. Des structures fiscales en voie de bifurcation ?

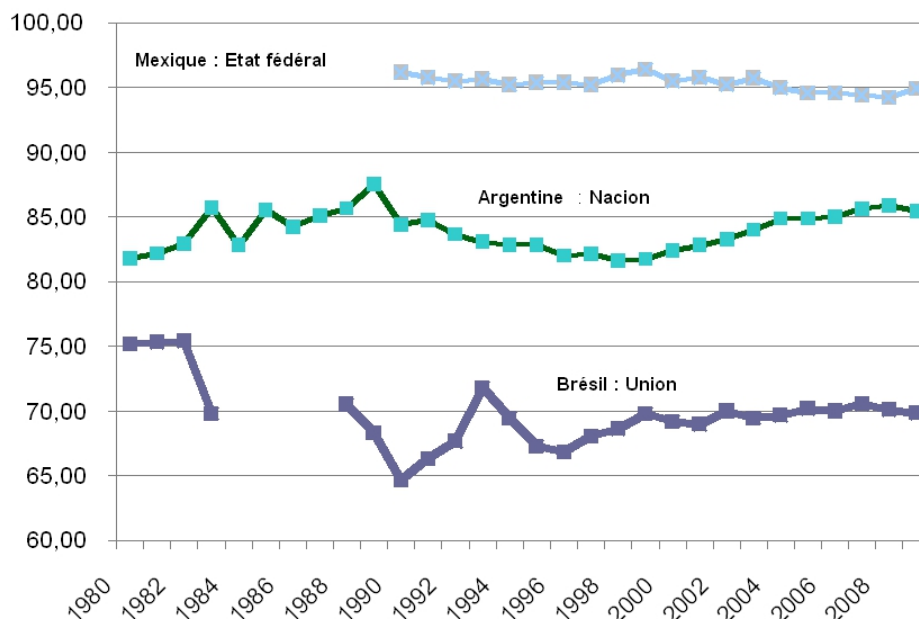
48 Ces différences dans l'étendue et l'utilisation des ressources du secteur public industriel sont à mettre en rapport avec la question de la pression fiscale dont les niveaux sont aussi très différents dans les trois pays. Sur le long terme, le Brésil est le pays d'Amérique latine où la pression fiscale est la plus élevée alors qu'au Mexique elle est la plus basse, l'Argentine se situant entre les deux.



Sources (pour les graphiques 3 à 5) : CEPAL, Receita Federal (Brésil), MECON (Argentine)

- 49 Cette tendance s'est profondément renforcée à partir de la fin des hyperinflation rampantes en Argentine et au Brésil, dans la première moitié des années 1990. À cette époque, on observe des changements de trend dans l'évolution de la pression fiscale : celle-ci croît rapidement au Brésil pour atteindre les 34 % (un taux de pays développé libéral) dès lors que la stabilisation monétaire est opérée ; en Argentine, la hausse attend la fin de la période de la convertibilité, mais est à partir de 2002 encore plus forte qu'au Brésil (hausse de 10 points en 7 ans – de 21 % à plus de 31 % – contre 15 ans au Brésil). En revanche la pression fiscale stagne, voire décroît au Mexique pour atteindre moins de 11 % tout dernièrement (cf. graphique 3).
- 50 Par ailleurs, bien que les trois pays soient des fédérations et disposent de régimes présidentiels dans le cadre de constitutions qui se sont inspirées de celle des États-Unis, la forme spécifique que prend le fédéralisme dans chacun d'entre eux, combinée à celle du régime politique, apparaît avoir un impact significatif différenciateur sur la capacité de l'État à mener ses politiques.

Graphique 4 : Argentine, Brésil et Mexique 1980 - 2009 : Parts des prélèvements fiscaux et sociaux de l'Etat fédéral

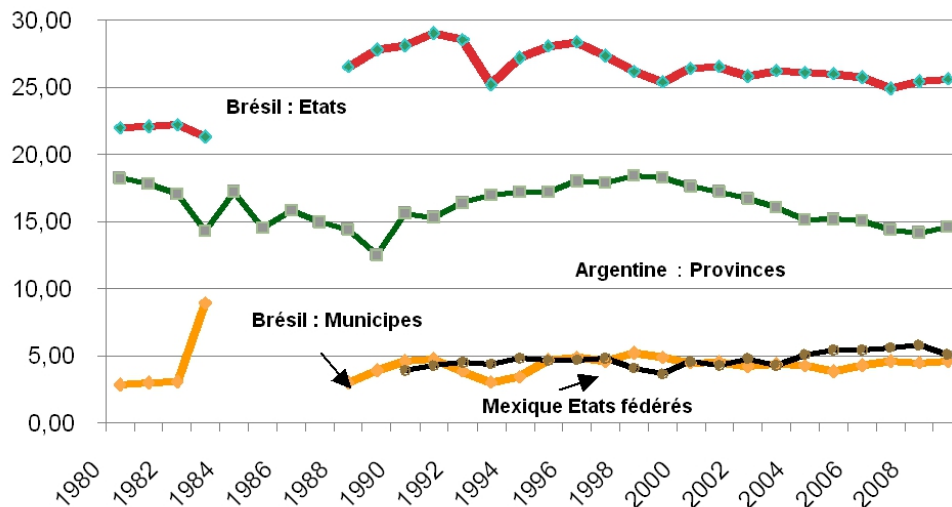


51 L'Argentine est traditionnellement une fédération centralisée travaillée en permanence par une opposition entre Buenos Aires (ville et province) et les provinces de l'intérieur. Y règne un déséquilibre fiscal horizontal et vertical qui se traduit par une fiscalité provinciale faible (moins de 20 % du total des ressources) et donc une dépendance financière des provinces vis-à-vis de l'État fédéral ; ces déséquilibres sont compensés par des déséquilibres inverses au niveau des ressources politiques, le pouvoir au sein de l'État fédéral des classes politiques des provinces les plus pauvres et les moins peuplées (surreprésentées) y étant décisif. Le Brésil est quant à lui une fédération décentralisée à trois ordres de gouvernement (fédéral, étatique, municipal) où les ressources fiscales sont décentralisées, et où les inégalités dans les situations économiques régionales se reflètent dans un système extrêmement fragmenté de partis politiques peu disciplinés. Les coalitions territoriales y jouent donc un rôle aussi, voire plus selon les périodes, important que les coalitions entre forces sociales ; dans ces coalitions territoriales, ce sont les alliances entre les grands États fédérés et les grandes municipalités qui jouent un rôle déterminant, même si comme en Argentine, les petits États sont surreprésentés au Congrès par rapport à leurs poids démographiques et économiques. À l'inverse, depuis la révolution de 1910, le Mexique est resté une fédération hypercentrée par la médiation du PRI, ce qui va avec une centralisation fiscale extrême (cf. graphique 4).

52 Dans les trois pays, la démocratisation a eu un effet décentralisateur commun, mais avec des résultats très différents (Falleti, 2010). Au Brésil la démocratisation a réveillé une vibrante société civile, ce qui a conduit à une certaine modernisation du système politique (notamment des partis politiques : Arretche, 2007 ; Cheibub, Figueiredo et Limongi, 2009) et à la revendication d'une politique sociale complémentaire à la politique économique ; elle a stabilisé un fédéralisme décentré (dans lequel 69 % et 59 % des ressources fiscales sont respectivement prélevées par et disponibles pour l'État fédéral, les équivalents étant 26 et 25 % pour les États, 5 et 16 % pour les municipales) (Afonso, 2004). Mais paradoxalement, la Constitution de 1988, qui a eu notamment pour enjeu la décentralisation politique et économique, ne s'est pas finalement traduite par une décentralisation du pouvoir fiscal (cf. graphique 5) ; compte tenu de la centralisation du pouvoir monétaire qu'on a déjà noté, elle a favorisé une guerre fiscale entre États et municipalités pour attirer les investissements, et celle-

ci s'est combinée du côté de l'État fédéral avec la création et/ou la hausse d'impôts non susceptibles d'être redistribués aux États et aux municipes.

Graphique 5. Brésil, Argentine et Mexique 1980 - 2009 : parts des prélèvements fiscaux et sociaux des ordres fédérés de gouvernement



53 En contraste, en Argentine, après la dictature militaire qui en 1978 s'était déchargée sur les provinces des dépenses d'éducation primaire sans aucune compensation fiscale, le processus de démocratisation a fait réapparaître un fédéralisme centralisé, plus conforme à l'histoire de ce pays où Buenos Aires a toujours eu un rôle dominant et où la *Nacion* (l'État fédéral) n'a pu être créée qu'à l'issue d'une longue guerre civile. Puis il y a eu une forte redistribution du pouvoir politique vers les provinces de l'intérieur (notamment en 1988, 1992 et 1994) sans que celle-ci s'accompagne d'un transfert de pouvoir fiscal de même ampleur (Falleti, 2010, . Les transferts fédéraux-provinciaux dits de « *coparticipacion* » sont alors devenus un enjeu politique central pour les provinces et donc l'objet de négociations cruciales pour elles, surtout pour les plus pauvres dont la dépendance à l'égard de ces transferts est très élevée (Bonvecchi, 2005). Le jeu politique fait aussi qu'une masse importante de transferts tend à se faire en contournant les règles de la *coparticipacion* et est la base d'un clientélisme présidentiel à finalité électorale (Bernadou, 2009). Il y a là la source d'une incohérence institutionnelle dans le système politique argentin qui est par ailleurs largement conforme à l'aune du corporatisme. Combinée au caractère hypercentralisé du système monétaire, elle pourrait expliquer la récurrence des grandes crises que connaît le pays. En tout état de cause, l'Argentine contraste avec le Brésil où les pouvoirs locaux disposent de plus du double de ressources autonomes pour des ressources globales d'un niveau sensiblement équivalent (cf. tableau 1) et où les mêmes tendances à un clientélisme présidentiel à l'égard des représentants des entités fédérées sont plus cohérentes avec le clientélisme ou le pluralisme qui y marquent les rapports sociaux de travail et le rapport de l'État à la société.

Tableau 1 : Recettes fiscales disponibles des provinces et états fédérés en % PIB (y.c. contributions à la sécurité sociale et transferts fédéraux-provinciaux)

	2002	2004	2006	2008
Brésil	12,8	12,3	12,9	13,9
Argentine	10,4	12,8	13,5	13,9
Mexique	7,7	7,8	8,4	8,8

Sources : CEPAL

54 Mais l'Argentine contraste également avec le Mexique où les États fédérés dépendent totalement du centre pour leurs ressources. Au Mexique la centralisation du pays a été

déterminée par les caractéristiques du régime politique dominé par le PRI. Quand ce parti a perdu la présidence de la République et donc son centre, les différents États ont retrouvé l'autonomie consacrée par la Constitution de 1917, laquelle leur donne d'amples attributions politiques. Avec l'ouverture du système politique, les États se sont convertis en fiefs des gouverneurs qui ont acquis de plus en plus de poids sur la scène politique nationale. Par ailleurs, il n'y a pas au Mexique comme en Argentine et plus secondairement au Brésil, de déséquilibre entre le poids politique et le poids économique des États fédérés, les grands États étant dominants au plan politique. Mais, bien que « géants » politiques, ces derniers restent des nains économiques à cause de leur manque de capacité fiscale : celle-ci est équivalente à celle des municipes brésiliens (cf. graphique 5).

55 Néanmoins, il est nécessaire de nuancer cette affirmation car, à partir de la décentralisation administrative des programmes sociaux survenue dans les années 1990, les gouverneurs ont acquis des ressources significatives (elles augmentent de 25 % entre les années 1990 et les années 2000), qui même si leur usage est en principe strictement déterminé par le gouvernement central, peuvent dans les faits être aisément détournées de leurs finalités affichées, l'État fédéral n'ayant pas les moyens de contrôler les finances locales. Ce sont les municipalités qui restent les parents pauvres du Mexique ; elles dépendent totalement des transferts des États contrôlés par les gouverneurs.

Conclusion. Vers des types divergents de capitalisme périphérique

56 L'idée d'émergence a refait récemment florès avec la constitution d'un club de cinq pays vus encore en Occident comme « périphériques » (Brésil, Chine, Inde, Russie, et Afrique du Sud) dont le poids démographique, géographique et désormais aussi économique se révèle considérable au plan géopolitique. Ce renouvellement de la labellisation médiatique de certains pays « pauvres » invite à examiner si certaines configurations institutionnelles typiques de certains capitalismes périphériques ne pourraient pas être considérées, sous certaines conditions à déterminer, comme propres à évoluer vers un type de capitalisme central, c'est-à-dire à conduire ces pays à sortir de leur enfermement dans une trajectoire typique de la périphérie. L'idée d'émergence, dit autrement, par delà sa faible consistance théorique, conduit à rejeter toute conception étroite de la *path-dependency* et à se poser la question des conditions de bifurcation – éventuellement révolutionnaires – d'un type à un autre de capitalisme. On doit alors s'interroger sur les potentialités et les degrés de rupture de trajectoire contenus de manière latente dans les configurations institutionnelles propres aux divers types de capitalisme périphérique. Cette interrogation vaut aussi à vrai dire, mais à rebours, pour les capitalismes développés, car un retour en arrière est toujours possible comme le montre le cas argentin, membre du premier monde au début du XX^e siècle, et comme le suggère aussi l'idée que des degrés élevés d'inégalités et de pauvreté, tels qu'on commence à en connaître dans le monde occidental, sont des facteurs majeurs de sous-développement.

57 Au terme du survol qu'on vient de faire de certaines différences politiques et institutionnelles entre ces trois pays, il apparaît effectivement que le Brésil est actuellement le mieux armé politiquement et économiquement pour s'engager sur la voie d'une telle bifurcation. Le niveau de développement économique atteint par ce pays est dû à une conformation particulière de son système sociopolitique qui lui a permis de préserver puis de capitaliser les acquis de son industrialisation passée. Sur cette base, à la différence du reste de l'Amérique latine (hors Cuba), le Brésil a pu et su résister à l'imposition pure et simple du modèle économique néolibéral qui impliquait la rupture des coalitions développementistes et la destruction des instruments d'intervention de l'État dans l'économie. En avançant vers des formes d'intégration régionale de type marché commun (MERCOSUR), en faisant évoluer son système politique clientéliste vers le pluralisme, en combinant des politiques économiques traditionnellement structuralistes avec des politiques de stabilisation de la monnaie nationale (le real), et en articulant les politiques sociales et les politiques d'emploi et de travail, il s'est orienté en direction d'un capitalisme développé de type libéral (le plus compatible avec le degré supérieur d'inégalités sociales qui continue de régner dans le pays malgré les récentes

améliorations). Pour expliquer à la fois cette capacité de résistance au néolibéralisme et cette capacité d'innovation qu'on ne retrouve ailleurs qu'en Asie, on peut avancer, sans pouvoir ici le développer plus avant, que le Brésil la doit à trois types d'acteurs collectifs :

58 1/ une bureaucratie et une intelligentsia dotées d'un projet économique centré sur le marché intérieur et qui est bien ancré dans l'imaginaire social et fondé sur un savoir technique solide (Sikkink, 1988), avec une conception de l'insertion du Brésil comme puissance dans le concert mondial qui, à partir de la démocratisation, se base sur la compétitivité économique plus que sur sa capacité militaire, comme c'était le cas sous les dictatures (Sallum Jr., 2010) ;

59 2/ une classe importante d'entrepreneurs nationaux dépendant du marché intérieur, classe qui s'est renforcée politiquement avec le processus de démocratisation dans lequel elle a joué un rôle important ;

60 3/ une société civile développée et active qui est à l'origine du processus d'ouverture démocratique et de l'articulation entre politiques sociales et politiques d'emploi et du travail que la nouvelle Constitution de 1988 inscrit dans le marbre.

61 Dans le processus de démocratisation, la société civile en général et le syndicalisme en particulier, à la différence de ce qui s'est passé en Argentine (avec une partie du syndicalisme) et au Mexique, se sont autonomisés de l'État et n'ont pas été « complices » de ou impuissants face à l'imposition du modèle néolibéral prôné par le Consensus de Washington. Les gouvernements qui ont voulu implanter au Brésil ce modèle ont été confrontés à cet ensemble d'acteurs dans le cadre d'un jeu démocratique et d'un système politique fragmenté (au niveau des institutions du fédéralisme et du système des partis) qui ne leur a permis que de construire des coalitions fragiles et par ailleurs faisant face à un parti d'opposition solide et discipliné : le Parti des travailleurs.

62 Au Brésil, les coalitions dominantes, le caractère de l'État et du système financier comme du marché du travail ont conduit à la mise en œuvre d'un modèle de substitution d'importations plus profond, complexe et étendu qu'au Mexique et en Argentine. Le fait que le gouvernement autoritaire de Vargas comme le gouvernement démocratique de Kubitschek et celui des militaires qui ont pris le pouvoir en 1964 aient suivi continuellement une politique d'investissement étatique dans l'industrie d'équipement, a eu comme conséquence que le Brésil est arrivé à un stade de substitution des importations de produits complexes qui lui permet aujourd'hui d'exporter des armes, des avions et de la biotechnologie.

63 Avec la configuration du politique mise en évidence par Marques-Pereira et Théret (2001, 2004a et b) et caractérisée par un État autonome, une légitimité du pouvoir dépendant en permanence de la croissance économique, et une société civile et des acteurs économiques privés dotés d'une puissance significative, il a été possible de développer des branches économiques plus complexes, qui ont besoin d'un niveau technologique plus élevé et qui nécessitent des travailleurs plus qualifiés. Dans la mesure où ce type de conformation du politique, de l'économique et de leurs relations mutuelles a permis d'atteindre un niveau de substitution d'importations plus poussé, il a posé des bases plus solides qu'au Mexique et en Argentine pour une transformation ultérieure vers un régime de croissance assurant simultanément la croissance des exportations et du marché interne. On est ainsi en présence d'un idéal-type de capitalisme périphérique qu'on peut dire étatique ou administré et tourné vers le marché interne (que nous qualifions de ISPC, *i.e. Inward-looking State-led Peripheral Capitalism*), lequel a paradoxalement le plus de chance de s'outrepasser dans une forme libérale de capitalisme développé.

64 Un autre idéal-type de trajectoire propre à un capitalisme périphérique peut être exemplifié par le cas du Mexique. La base de la croissance y a été un État chapeautant une coalition dominante fondée sur des accords avec les entrepreneurs industriels et une relation corporatiste avec les classes populaires, État qui se légitime plus par la distribution que par la croissance de la richesse. Cette configuration s'est traduite par un régime de croissance par substitution d'importations délivrant un développement économique plus restreint et fragile qu'au Brésil. Dans ce cas, du fait de ses limitations, la substitution d'importations a été abandonnée pour un modèle tiré par les exportations, avec peu de liaison avec le marché interne. Les niveaux technologiques sont restés moins complexes, la main d'œuvre moins qualifiée, et les secteurs

où s'est développée l'économie sont de basse productivité et de basse valeur ajoutée nationale. Le marché du travail a évolué dans le sens d'un affaiblissement de plus en plus prononcé de sa régulation, avec baisse des coûts de la main d'œuvre et augmentation de la flexibilité. Ce type de capitalisme périphérique libéralisé et tourné vers les exportations (soit OLPC, *i.e. Outward-looking Liberal Peripheral Capitalism*) peut être qualifié de « dépendant » et enfermé dans sa dépendance ; on le voit mal « émerger » en tant que capitalisme pleinement développé. En effet, alors qu'au Brésil le processus de démocratisation a eu pour conséquence que, selon la formule de Stepan (1985), l'État et la société civile sont sortis mutuellement renforcés, et que, malgré la fragmentation et la faiblesse initiale du système politique, le système des partis s'est renforcé à partir des années 1990 sur une base pluraliste avec conformation de deux blocs politiques, au Mexique, au contraire, le processus de démocratisation a été dilué et finalement réduit à la libéralisation du système des partis ; seul le système politique s'est renforcé aux dépens de l'État administratif et de la société civile.

65 L'Argentine n'apparaît pas, quant à elle, comme un type cohérent de capitalisme en soi, mais plutôt comme un hybride qui combine synchroniquement et oscille diachroniquement entre une dépendance de type mexicain vis-à-vis des marchés extérieurs associée à une flexibilisation défensive, et un développementisme structuraliste de type brésilien. On a vu comment la coalition qui s'est construite autour de Perón et du péronisme a certes impulsé la substitution d'importations des biens de consommation durables, mais a aussi œuvré pour empêcher l'approfondissement de l'ISI. D'autre part, le coup d'État de 1955 qui a évincé Perón du pouvoir n'a pas conduit au démantèlement de l'industrie qui avait été créée, mais n'a pas non plus stimulé son développement. Les militaires golpistes après la seconde présidence de Perón ont pour leur part imposé une politique monétariste d'économie ouverte qui a provoqué une crise majeure du secteur industriel et une nette désindustrialisation (Kosacoff, s. d.). Les mesures libérales de la présidence Menem associées au régime de convertibilité stricte entre le peso argentin et le dollar US, ont eu pour résultat une surévaluation du premier qui a accentué la désindustrialisation et accéléré le retour à une économie tirée par le secteur agro-exportateur. Néanmoins, en Argentine, le secteur syndical est resté puissant et a conservé un certain contrôle sur le marché du travail formel et les politiques sociales, de telle sorte qu'à partir du gouvernement Kirchner, on observe une volonté d'imposer un mode de développement plus axé sur le marché interne et plus étatiste, mais qui reste limité par une structure productive qui, même si elle a avancé dans la ré-industrialisation, reste néanmoins encore dépendante de l'exportation des *commodities*.

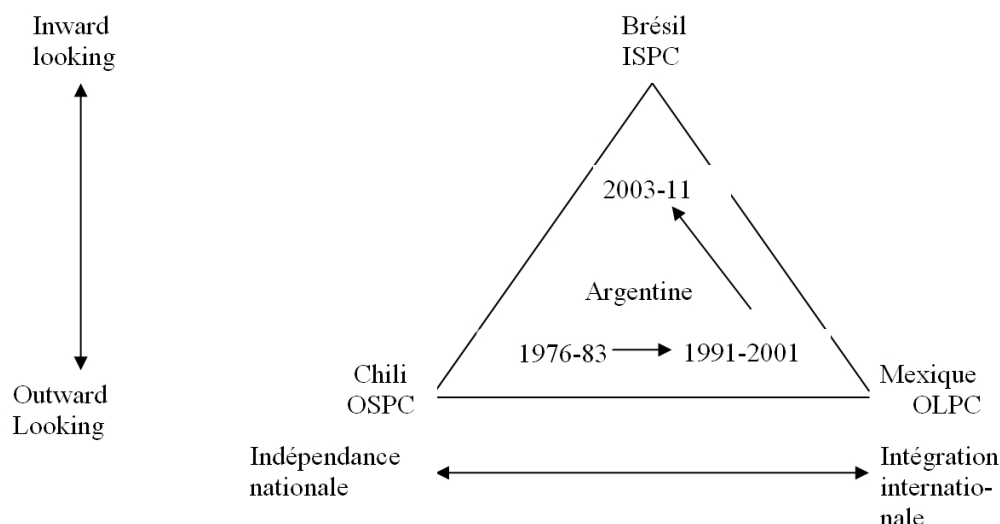
66 A vrai dire, à ce point de notre recherche, pour interpréter la complexité de la trajectoire argentine, sa volatilité, ses volte-face, il apparaît nécessaire d'élargir notre corpus de pays latino-américains et de prendre en considération un troisième idéal-type de capitalisme périphérique repérable à partir du cas du Chili. Caractérisons-le ici en quelques mots dans le seul but de poser l'hypothèse, à défaut de la démontrer, que la trajectoire de l'Argentine a été successivement influencée par les trois types cohérents et donc référentiels de capitalisme que sont à nos yeux le Brésil, le Mexique et le Chili.

67 Le Chili correspond à un capitalisme régulé par l'État mais qui regarde essentiellement vers les marchés extérieurs (nous le qualifions de OSPC, *i.e. Outward-looking State-regulated Peripheral Capitalism*). Dans les années 1970, contrairement à ce qu'ont fait les militaires au Brésil, la dictature chilienne (comme l'argentine d'ailleurs) a ouvert totalement l'économie, réduit le poids de l'État et limité drastiquement la redistribution des revenus (Silva, 2007). Néanmoins, après la crise financière majeure qu'elle a connue en 1981 (Diaz-Alejandro, 1984), elle a dû abandonner sa stratégie purement monétariste et a commencé à promouvoir et soutenir – de manière typiquement mercantiliste – une économie fondée sur l'industrialisation des *commodities* (Rodrik, 2010). Ainsi le gouvernement de Pinochet a conservé sous son contrôle une part majoritaire de l'industrie du cuivre quand il a réalisé, lors de cette crise, l'importance de disposer d'une source autonome de devises étrangères (Boschi et Gaitán, 2008, 11). D'un autre côté, il a privilégié un modèle social fondamentalement libéral-résiduel tant pour sa politique de l'emploi que pour celle concernant la protection sociale, ainsi que le montre de façon emblématique la privatisation intégrale du système des retraites, sa volonté

de privatiser les services de santé et son code du travail très restrictif pour les travailleurs. La cohérence institutionnelle et l'efficacité de ce modèle économique de type ELG ont fait que les gouvernements démocratiques de la *concertacion* qui ont succédé à la dictature à partir des années 1990 ne l'ont pas modifié ; ils se sont bornés à en conforter la légitimité interne en « ajustant » les politiques sociales et de l'emploi de manière à les rendre moins inéquitables, sans pour autant modifier leur caractère « libéral ». Ainsi, peut-on poser l'hypothèse que le Chili est un type cohérent de capitalisme national (au moins jusqu'au début des années 2000), à la fois régulé à l'intérieur par l'État de manière ponctuelle et pragmatique et tourné vers l'extérieur, soit dit autrement simultanément poussé par un État mercantiliste et tiré par les exportations mondiales.

68 Une fois pris en considération ce troisième idéal-type de capitalisme latino-américain, l'instabilité de la trajectoire argentine s'éclaire. Elle peut en effet s'interpréter comme le produit d'un double balancement entre pure indépendance nationale et intégration régionale ou internationale et entre ISI et ELG. D'où le caractère fluctuant et jamais bien stabilisé des coalitions qui se succèdent au pouvoir et des trajectoires de développement suivies, manifestation d'une difficulté structurelle, inscrite dans l'histoire longue du pays, de nouer de manière stable les intérêts agro-exportateurs et ceux liés au marché interne.

69 Ainsi les militaires qui prennent le pouvoir en 1976 ont dans leur ligne de mire le modèle libre échangiste-monétariste de la dictature chilienne installée dès 1973. Ayant choisi un régime monétaire et financier identique à celui du Chili, ils connaîtront la même crise financière et bancaire que celui-ci au début des années 1980, mais l'issue en sera différente. Du fait de sa conjonction avec la défaite dans la guerre des Malouines, cette crise débouchera en Argentine sur l'expulsion des militaires du pouvoir et le retour à un régime civil. Mais celui-ci s'avérera également incapable de stabiliser le régime monétaire en l'ancrant dans un pacte social et territorial. La sortie de la crise hyperinflationniste de 1990 et la stabilisation monétaire se feront alors dans le cadre d'un modèle économique de référence très proche cette fois du modèle mexicain de libéralisation « à la Salinas ». Or ce modèle ne tardera pas à connaître lui-aussi une crise financière majeure en 1994-1995 (Tequila), crise dont le Mexique ne se sortira qu'en augmentant sa dépendance vis-à-vis des États-Unis et par une dévaluation accompagnée d'un passage à un régime de change flottant. L'Argentine connaîtra le même type de crise à partir de 1997, mais comme la solution de la dévaluation lui est interdite par le régime de change ultra-rigide de *currency board* qu'elle a adopté en 1991, elle ne peut tenter d'en sortir que par une fuite en avant qui l'enfoncé progressivement dans une crise multidimensionnelle qui éclatera en décembre 2001. Cette crise conduira l'Argentine encore sur une autre voie dans la décennie 2000. Avec les présidences successives de N. et C. Kirchner, son modèle de référence semble bien être désormais l'idéal-type structuraliste brésilien de capitalisme combinant dynamique des exportations et développement du marché interne soutenu par une forte intervention de l'État. Jusqu'à maintenant, grâce à une conjoncture externe très favorable, les gouvernements Kirchner ont pu dans une certaine mesure concilier les intérêts exportateurs et ceux liés au marché interne. Pour autant ils n'ont pas pu rallier véritablement les premiers à un projet *inward-looking*. Ce qui laisse augurer à terme un possible nouveau changement de modèle. La figure 1 suivante illustre cette trajectoire historique complexe d'un pays qui accumule, ce faisant, des caractères institutionnels a priori incohérents, mais dont l'hybridation peut aussi expliquer l'étonnante capacité à rebondir à chaque crise et à innover en matière monétaire.

Figure 1 : Les tribulations du capitalisme argentin

70 En résumé, la réémergence du Brésil (dans les années 1970, il était déjà considéré comme un dragon menaçant, avec ses taux de croissance à la chinoise) tient à ce que, dans les années 1980 et 1990, le Brésil n'a pas détruit au point où l'ont fait l'Argentine et le Mexique ses structures économiques et ses institutions héritées de la période de l'ISI. Dans le cas du Mexique, même si les institutions publiques qui soutenaient l'ISI – essentiellement du côté de la demande – n'avaient pas vraiment fait la preuve de leur efficacité économique, car elles n'avaient pas visé à construire l'autonomie économique du pays en réduisant sa dépendance vis-à-vis des USA, néanmoins leur destruction dans les années 1980 et 1990 et la réorientation vers un modèle ELG (en fait de sous-traitance internationale) ont réduit drastiquement le niveau de vie de la grande masse de la population, sans pour autant qu'émerge une économie efficiente du côté de l'offre. Le cas argentin est plus ambigu, car s'il se rapproche jusqu'au début des années 2000 du cas mexicain en renouant avec son passé prédémocratique de pays agro-exportateur, il part d'un niveau de richesse plus élevé et est marqué par une instabilité chronique tant de son économie que de son régime politique. Divers indicateurs montrent que dans la première décennie des années 2000, le modèle économique privilégié, sans doute pour partie en raison de l'exclusion du pays de l'accès au marché international des capitaux, est de type développementiste à la brésilienne. Les facteurs potentiels d'échec sont ici à chercher à l'intérieur même du système institutionnel de l'État, de sa structuration et de son incapacité à prendre en charge une unification véritable du territoire de la fédération, voir à se construire une identité nationale forte.

Bibliographie

Adelman, Jeremy (1992), "The social bases of technical change : mechanization of the Wheatlands of Argentina and Canada, 1890 to 1914", *Comparative Studies in Society and History*, vol. 34, no. 2, p. 271-300.

Afonso, José R. R. (2004), "Las relaciones intergubernamentales dentro de Brasil", *Revista de la CEPAL*, n° 84, p. 135-157.

Alba, Carlos et Bizberg, Ilan (coord.), (2004), *Democracia y globalizacion en Mexico y Brazil*, Mexico, El Colegio de Mexico.

Arretche, Marta (2007), "The Veto Power of Sub-national Governments in Brazil : Political Institutions and Parliamentary Behaviour in the Post-1988 Period", *Brazilian Political Science Review* (online), 1(2), p. 41-73.

Becarria, Luis et Marconi, Salvador (eds) (2010), *Anuario estadístico de América Latina y el Caribe 2009*, Santiago, Naciones Unidas.

- Bensusan, Graciela (2010), “Las reformas laborales y el corporativismo mexicano : Alternativas en Europa y América Latina”, in Bizberg, Ilán (ed.) *México ante el espejo latinoamericano. ¿Democracia o Crisis ?*, Mexico, El Colegio de México-Fundación Konrad Adenauer.
- Bernadou, Vanessa (2009), « Nestor Kirchner : du président “sans pouvoirs” au “chef hégémonique” », *Critique internationale*, 43, p. 89-107.
- Bizberg, Ilan (2004a), « Trajectoires politiques et institutionnelles du Mexique et du Brésil : le cas des relations entre l'État et le syndicalisme », in B. Lautier et J. Marques Pereira (éds.), *Brésil, Mexique. Deux trajectoires dans la mondialisation*, Paris, Karthala, p. 113-148.
- Bizberg, Ilan (2004b), “Trayectorias políticas e institucionales de México y Brasil : el caso de las relaciones entre el Estado y el sindicalismo”, in C. Carlos Alba & I. Bizberg (coord.), *Democracia y globalización en México y Brasil*, Mexico, El Colegio de Mexico, p. 143-193.
- Bizberg, Ilan (2011), “The global economic crisis as disclosure of different types of capitalism in Latin America”, *Swiss Journal of Sociology*, (sous presse).
- Bonvecchi, Alejandro (2005), “Political Processes in Argentine Economic Federalism : Fiscal Federal Negotiations, 1983-1999”, paper delivered at the Annual Meeting of LASA.
- Boschi, Renato y Gaitán, Flavio (2008). “Empresas, Capacidades estatales y estrategias de desarrollo en Argentina, Brasil y Chile”, mimeo.
- Botana, Natalio R. (1993), “El federalismo liberal en Argentina, 1852-1930”, in Carmagnani, Marcello (coord.) (1993), *Federalismos latinoamericanos : México/Brasil/Argentina*, p. 224-259.
- Boyer, Robert (2003), « Variété du capitalisme et théorie de la régulation », *L'Année de la régulation*, n° 6, p. 125-194.
- Boyer, Robert (2005), “How and why capitalisms differ”, *Economy and Society*, 34(4), p. 509-557.
- Braudel, Fernand (1979), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, Armand Colin, 3 vol.
- Canelo, Paula (2009), “La política contra la economía : los elencos militares frente al plan económico de Martínez Hoz durante el Proceso de Reorganización Nacional (1976-1981)”, in Pucciarelli, Alfredo, *Empresarios, tecnócratas y militares. La trama corporativa de la última Dictadura*, Buenos Aires, Siglo XXI.
- Cardoso, F.H. (1986), “Entrepreneurs and the Transition Process: The case of Brazil”, in O'donnell, Schnitter et Whitehead (coord.), *Transitions from Authoritarian Rule. Comparative Perspectives.*, Baltimore/London, Johns Hopkins University Press.
- Cheibub, José A., Figueiredo, Argelina e Fernando Limongi (2009), “Partidos políticos e Governadores como Determinantes do Comportamento Legislativo na Camara dos Deputados, 1988-2006”, *Dados*, 52(2), p. 263-299.
- Dedecca, Claudio (2010), “População e Trabalho no Brasil, oportunidades e desafios”, Ensaio realizado para la *X Reunión Nacional de Investigación Demográfica em México da Sociedade Mexicana de Demografia*, Somede, 3-6 novembro, México DF.
- Díaz-Alejandro, Carlos F. (1975), *Ensayos sobre la historia económica argentina*, Buenos Aires, Amorrortu editores.
- Díaz-Alejandro, Carlos F. (1984), “Good-bye Financial Repression, Hello Financial Crash”, Working Papers # 24 (August), Columbia University, mimeo.
- Dillinger, William and Steven B. Webb (1999), “Fiscal Management in Federal Democracies”, *Policy Research Working Papers*, n° 2121, World Bank, May.
- Diniz, Eli & Renato R. Boschi (2003), “Empresariado e estratégias de desenvolvimento”, *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, 18(52), p. 15-33.
- Di Tella, Guido y Manuel Zymelman (1967), *Las etapas del desarrollo económico argentino*, Editorial Universitaria de Buenos Aires.
- Erber, Fabio (2008), “Development Projects and Growth under Finance Domination – The case of Brazil during the Lula years”, mimeo.
- Etchemendy, S. (2009), “Models of Economic Liberalization : Regime, Power and Compensation in Argentina, Spain, Chile and the Iberian-American Region”, *Paper presented at the annual meeting of the SASE Annual Conference*, Sciences Po, Paris.
- Etchemendy, S. & Collier, R. (2007), “Down but not out: Union resurgence and segmented neocorporatism in Argentina (2003-2007)”, *Politics and Society*, 35(3).

- Falleti, Tulia (2010), *Decentralization and Subnational Politics in Latin America*, New York, Cambridge University Press.
- Fausto, Boris (1995), *Brasil, de Colonia a Democracia*, Madrid, Alianza Editorial.
- Frankema, Ewout (2009), *Has Latin America Always Been Unequal? A comparative study of asset and income inequality in the long twentieth century*, Leiden – Boston, Brill.
- Gasparini, Leonardo & Lustig, Nora (2011), “The Rise and Fall of Income Inequality in Latin America”, *Documento de Trabajo*, n° 118, CEDLAS, Universidad de la Plata.
- Gerchunoff, Pablo, Fernando Rocchi y Gaston Rossi (2008), *Desorden y progreso. Las crisis económicas argentinas 1870-1905*, Buenos Aires, Edhasa.
- ILO (International Labour Organization) (2009), 11/01/2011, <http://www.oit.org.pe/2/?p=87>
- Jobert, Bruno et Muller, Pierre (1987), *L'État en action*, Paris, PUF.
- Kosacoff, Bernardo (s. d.), “The Argentine Industry: a Thwarted Restructuring Process”. <http://www.eclac.org/argentina/noticias/paginas/0/12850/progytrabbking.pdf>
- Lautier, Bruno et Jaime Marques Pereira (dir.) (2004), *Brésil, Mexique. Deux trajectoires dans la mondialisation*, Paris, Karthala.
- Linz, Juan J. et Stepan, Alfred (1996), *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-communist Europe*, Baltimore and London, Johns Hopkins Press.
- Loewenstein Karl (1942), *Brazil under Vargas*, New York, Macmillan.
- Manrique Campos, Irma (2007), “Banca de desarrollo en México: un futuro necesario”, in José Luis Calva, *Agenda para el Desarrollo*, vol. 6, *Financiamiento del crecimiento económico*, México, Porrúa-UNAM, p. 100-116.
- Marques Pereira, Jaime et Bruno Théret (2001), « Régimes politiques, médiations sociales de la régulation et dynamiques macro-économiques. Quelques enseignements pour la théorie du développement d'une comparaison des caractères nationaux distinctifs du Brésil et du Mexique à l'époque des régimes d'industrialisation par substitution des importations », *L'Année de la régulation*, 5, p. 105-143.
- Marques Pereira, Jaime et Bruno Théret (2004a), « Régimes politiques, médiations sociales et trajectoires économiques. À propos de la bifurcation des économies brésilienne et mexicaine depuis les années 1970 », in Bruno Lautier et Jaime Marques Pereira (éds.), *Brésil, Mexique. Deux trajectoires dans la mondialisation*, Paris, Karthala, p. 25-83.
- Marques Pereira, Jaime et Bruno Théret (2004b), “Mediaciones institucionales de regulacion social y dinamicas macroeconomicas: Los casos de Brasil y Mexico”, in Carlos Alba & I. Bizberg (coord.), *Democracia y globalizacion en Mexico y Brazil*, Mexico, El Colegio de Mexico, p. 40-102.
- Melo, Marcus André (1997), “As reformas constitucionais e a previdência social 1993-1996”, in Eli Diniz et Sérgio de Azevedo (éd.), *Reforma do estado e democracia no Brasil*, Brasília, Editora Universidade de Brasília, p. 295-348.
- Mesquita, Mauricio (2007), “Fear of China: Is There a Future for Manufacturing in Latin America?”. *World Development*, vol. 35, no. 3, p. 355-376.
- Munck, Ronaldo, (2004), “Introduction”, en *Latin American Perspectives* (California, Sage), vol. 31, núm. 4, p. 3-20.
- Murillo, M. Victoria, (1997), “Union politics, market-oriented reforms, and the reshaping of Argentine corporatism”, en Douglas A. Chalmers *et al.* (eds.), *The New Politics of Inequality in Latin America*, Oxford, Oxford University Press, p. 72-94.
- Novick, Marta, (2001), “Nuevas reglas de juego en Argentina, competitividad y actores sindicales”, en Enrique de la Garza (ed.), *Los sindicatos frente a los procesos de transición política*, Buenos Aires, CLACSO, p. 25-46.
- Olivera, Julio (1992), “Banca central, federalismo económico y constitución monetaria”, *Nuevas Propuestas. Revista de la Universidad Católica de Santiago del Estero*, junio, 7-17.
- Palomino, Héctor, (2000), “Los sindicatos en la Argentina contemporánea”, en *Nueva Sociedad* (Friedrich Ebert Stiftung), núm. 169, p. 121-134.
- Portantiero, Juan Carlos (1982), *Transición a la democracia en Argentina*, México, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales.
- Rapoport, Mario *et alii* (2005), *Historia económica, política y social de la Argentina*, Córdoba, Ediciones Macchi.

- Rodrik, Dani. (2010), "The Return of Industrial Policy", *Project Syndicate*, 12 April. 11/01/2011, <http://www.project-syndicate.org/commentary/rodrik42/English>
- Sallum Jr., Brasílio (1999), "O brasil sob Cardoso. Neoliberalismo e desenvolvimentismo", *Tempo Social*, 11(2), p. 23-47.
- Sallum Jr., Brasílio (2004), « Crise économique et changement politique au Brésil et au Mexique : une critique de l'analyse comparative des héritages institutionnels », in Bruno Lautier et Jaime Marques Pereira (dir.), *op. cit.*, p. 85-112.
- Sallum Jr., Brasílio (2009), "Desenvolvimentismos – o velho e o novo", *eAgora*, 26/02/09, <http://www.eagora.org.br/arquivo/desenvolvimentismos-o-velho-e-o-novo/>
- Sallum Jr., Brasílio (2010), "El Brasil en la 'pos-transición' : la institucionalización de una nueva forma de Estado", in Bizberg, Ilán (ed.) *México ante el espejo latinoamericano. ¿Democracia o Crisis ?*, El Colegio de México-Fundación Konrad Adenauer.
- Schneider, Ben Ross et Soskice, David (2009), "Inequality in developed countries and Latin America: coordinated, liberal and hierarchical systems", *Economy and society*, 38, p. 17-52.
- Schrank, Andrew (2009), "Understanding Latin American political economy : varieties of capitalism or fiscal sociology", *Economy and society*, 38, p. 53-61.
- Sikkink, K. A. (1988), *Developmentalism and democracy: ideas, institutions and economic policy making in Brazil and Argentina 1954-1962*, PhD., Columbia University, N. Y.
- Silva, Eduardo (2007), "The Import Substitution Model: Chile in Comparative Perspective". *Latin American Perspectives*, 34(3), p. 67-90.
- Sola, Lourdes et Moises Marques (2006), "Central banking, democratic governance, and the quality of democracy", in Sola, Lourdes and Laurence Whitehead (eds), *Statecrafting Monetary Authority. Democracy and Financial Order in Brazil*, Oxford, Center for Brazilian Studies, University of Oxford, p. 143-204.
- Stepan, Alfred (1985), "State power in the Southern Cone of Latin America", in Peter Evans, Rueschemeyer et Skocpol, (éds), *Bringing the State back in*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 317-343.
- Taylor, Alan M. (1992), "External Dependence, Demographic Burdens, and Argentine Economic Decline After the *Belle Epoque*", *Journal of Economic History*, 52(4), p. 907-936.
- Teichman, Judith (1981), "Interest Conflict and Entrepreneurial Support for Perón", *Latin American Research Review*, 16(1), p. 144-155.
- Teichman Judith (1982), "Businessmen and Politics in the Process of Economic Development: Argentina and Canada". *Canadian Journal of Political Science*, 15(1), p. 47-66.
- Théret, Bruno et Miguel Zanabria (2007), « Sur la pluralité des monnaies publiques dans les fédérations. Une approche de ses conditions de viabilité à partir de l'expérience argentine récente », *Économie et Institutions*, n° 10-11, 9-66.
- Touraine, Alain (1988), *La parole et le sang*, Paris, Odile Jacob.
- Vitelli, Guillermo (1986), *Cuarenta años de inflacion en la Argentina : 1945-1985*, Legasa, Buenos Aires.
- von Mettenheim, Kurt (2006), "From the economics of politics to the politics of monetary policy in Brazil", in Sola, Lourdes & Whitehead, Laurence (eds), *Statecrafting Monetary Authority. Democracy and Financial Order in Brazil*, Oxford, Center for Brazilian Studies, University of Oxford, p. 325-358.
- Wylde, Christopher (2010), "Argentina, Kirchnerismo, and Neodesarollismo: Argentine Political Economy under the Administration of Nestor Kirchner 2003-2007", *Documento de Trabajo*, n° 44, Area de Relaciones Internacionales, FLACSO/Argentina, abril.

Notes

1 Pour un exemple récent, cf. Schneider et Soskice (2009) qui enrichit néanmoins la perspective de l'approche des « variétés du capitalisme » (VOC). Nous nous inscrivons, quant à nous, dans la perspective « institutionnaliste historique » de l'approche régulationniste de la « diversité des capitalismes » qui accorde beaucoup plus d'attention aux spécificités des trajectoires nationales de développement, sans pour autant abandonner l'idée de construire des idéal-types de capitalisme en nombre restreint (Boyer 2003 et 2005).

2 Une conception de la protection sociale comme protection de la société, et non pas d'abord de la vie des individus contre les risques de la vie au travail et à domicile, conduit à cette idée. Celle-ci s'impose par ailleurs du fait de l'échec des tentatives d'analyser les pays capitalistes périphériques en utilisant les idéal-types comparatifs d'État social et de systèmes nationaux de protection sociale construits pour les pays capitalistes centraux ; dans les capitalismes périphériques, l'État social n'est pas *de facto* investi prioritairement d'une mission de protection de la vie de tous les citoyens, mais plutôt de celle de maintenir dans les limites de sa soutenabilité sociale une pauvreté fonctionnelle au mode d'accumulation économique et de domination sociale prévalent.

3 Seuls le Venezuela et l'Uruguay ont des niveaux de leur indice de Gini de l'ordre de ceux prévalant en Asie. Cuba est le pays d'Amérique latine où les inégalités sont les plus faibles, de l'ordre de celles prévalant dans les pays développés du centre capitaliste (Frankema, 2009).

4 "Since 1913 the ratio of Argentine per capita income to the OECD average has diverged monotonically downward and away from parity" (Taylor, 1992, 911). Il y a un débat avec des enjeux idéologiques cruciaux concernant la date du début de ce déclin, car le reporter aux années 1930 (Diaz-Alejandro, 1975) permet d'imputer la faillite du modèle agro-exportateur à l'adoption de l'ISI par le péronisme dans l'après-guerres (Taylor, 1992, 908-909). En fait, il y a une concomitance peu soulignée entre le point haut du modèle agro-exportateur et la poussée démocratique (associée à « une croissance explosive de la société civile principalement formée d'immigrants » - Botana, 1993, 250) sanctionnée par les réformes du suffrage de 1912 et 1914 et l'arrivée au pouvoir de l'Union civique radicale en 1916.

5 Le frein au développement est ici non pas le fait que les droits de propriété ne sont pas sécurisés (thèse néo-institutionnaliste libérale) mais bien plutôt la structure concentrée de leur distribution. On retrouve ici le problème classique analysé par Marx à la suite des économistes classiques de la contradiction entre propriété foncière et capitalisme.

6 Ainsi en 1930, H. Yrigoyen élu président en 1928 avec plus de 57 % des votes et qui apparaît alors comme porteur d'un renversement de la coalition libérale et de l'avènement d'une société plus démocratique, est renversé par un coup d'état militaire (Botana, 1993, 252-253).

7 Ainsi les entrepreneurs argentins s'opposèrent, jusqu'à soutenir son renversement par un nouveau coup d'État militaire, au gouvernement radical de Frondizi (1958-1962) qui favorisait l'industrialisation, mais qui avait conclu une entente avec le péronisme.

8 Pour plus de détails sur le Brésil et le Mexique, cf. Bizberg (2004).

9 Ou seulement des syndicats dits *sindicatos de protección* qui n'ont d'existence que sur le papier et ont été créés par les entrepreneurs afin de bloquer la création de véritables syndicats (ils sont en général inconnus des travailleurs).

10 Il est vrai d'une part que le syndicalisme argentin s'est affaibli par le processus de désindustrialisation des années 1970-1990. D'autre part, il est tout aussi vrai que ce ne fut pas tout le syndicalisme qui a négocié avec Menem, mais qu'il s'est divisé. Pendant la première présidence de Menem, la CGT s'est divisée en deux courants qui jusque là coexistaient en son sein, l'un proposant un appui inconditionnel au gouvernement péroniste (la CGT), et l'autre prétendant être un appui "autonome" vis-à-vis du gouvernement (la CGT-Azopardo). Ce courant s'est séparé de la CGT en devenant la Confederación de Trabajadores Argentinos (CTA) en 1996, laquelle fut reconnue par le gouvernement Menem en 1997. La CTA, conjointement à une autre organisation dissidente de la CGT, le Movimiento de Trabajadores Argentinos (MTA) qui regroupait des travailleurs des transports privés et publics, firent deux grèves générales contre la politique de Menem durant la crise économique de 1994-1995 (Palomino, 2000). Non obstant, le fait que la CTA n'était pas alors reconnue officiellement fit qu'elle ne put remettre en cause l'hégémonie de la CGT. Ainsi, la CGT réunissait au début des années 2000 la majorité des travailleurs syndicalisés du pays, avec environ 3.500.000 membres, à comparer aux 700.000 que comptait la CTA. Ni les décrets de Menem ni les réformes de 2000 n'ont altéré le monopole de représentation syndicale, le gouvernement reconnaissant ce qui s'appelle la "personería" syndicale (Munck, 2004:11).

11 Il semble par ailleurs qu'on retrouve le même contraste dans les années 2000 entre Argentine et Brésil d'un côté, et Mexique de l'autre concernant la dynamique du salaire réel moyen dans sa relation avec la productivité du travail. Plusieurs sources indiquent que, depuis 2003, la croissance des salaires tend à être indexée sur les gains de productivité au Brésil et en Argentine, alors qu'au Mexique ils sont largement à la traîne. Cependant les données fournies par les diverses sources (nationales et internationales) ne convergent pas entre elles et laissent planer un doute sur toute affirmation en un sens ou dans l'autre en l'absence d'enquête plus approfondie.

12 Ce à quoi on doit ajouter Banco do Nordeste et Banco da Amazonia « qui restent des agents centraux du développement régional » (*ibid.*, 340).

Pour citer cet article

Référence électronique

Ilan Bizberg et Bruno Théret, « La diversité des capitalismes latino-américains : les cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique », *Revue de la régulation* [En ligne], 11 | 1er semestre / Spring 2012, mis en ligne le 26 avril 2012, consulté le 25 octobre 2012. URL : <http://regulation.revues.org/9658>

À propos des auteurs

Ilan Bizberg

Colegio de Mexico-CEI, CADIS-EHESS, ilan@colmex.mx

Bruno Théret

CNRS, IRISSO, université Paris Dauphine, Bruno.Theret@dauphine.fr

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumés

Cet article prolonge des travaux antérieurs sur l'effet de la diversité des configurations institutionnelles sur les trajectoires récentes de développement économique en Argentine, au Brésil et au Mexique. La première partie est consacrée à la caractérisation et aux transformations des coalitions socio-politiques dominantes dans les trois pays. Les deux parties suivantes examinent l'empreinte de ces coalitions socio-politiques dans les trois domaines relativement autonomes que sont les relations de travail, les systèmes monétaire et financier, et la structure organisationnelle de l'État. La conclusion s'attache à montrer que les différences observées dans les degrés d'autonomie de l'État et les forces organisatrices des syndicats et des entrepreneurs définissent différents modèles économiques et formes d'insertion dans l'économie internationale, qui permettent de parler d'une diversité des capitalismes propres à l'Amérique latine.

The diversity of Latin-American capitalisms: the case of Argentina, Brazil and Mexico

This article analyses the way in which different socio-political configurations have had a significant effect on the economic development of Argentina, Brazil and Mexico. The characteristics of the socio-political coalitions in the three countries are presented, and their imprints on industrial relationships, monetary and financial systems, and the organizational structures of the State are studied. In conclusion, it is suggested that the observed differences in the three countries in the degrees of autonomy of the State, and the organizational forces of the unions and of the entrepreneurs define different economic patterns and forms of insertion in the international economy that allow to speak of a diversity of capitalisms genuine to Latin America.

La diversidad de los capitalismos latinoamericanos: el caso de Argentina, Brasil y México

Este artículo prolonga trabajos anteriores sobre el efecto de la diversidad de configuraciones institucionales sobre las trayectorias recientes del desarrollo económico en Argentina, Brasil y México. La primera parte esta consagrada a la caracterización y las transformaciones de las coaliciones socio-políticas dominantes en los tres países. Las dos partes siguientes examinan la impronta de esas coaliciones socio-políticas en los tres dominios relativamente autónomos que son las relaciones de trabajo, los sistemas monetario y financiero, y la estructura organizacional del Estado. La conclusión trata de mostrar que las diferencias observadas en los grados de autonomía del Estado, las fuerzas organizadoras de los sindicatos y de los empresarios definen diferentes modelos económicos y formas de inserción en la economía internacional, que permiten hablar de una diversidad de capitalismos propios de America Latina

Entrées d'index

Mots-clés : Amérique latine, capitalisme périphérique, développement, diversité des capitalismes, institutions

Keywords : development, institutions, Latin America, peripheral capitalism, varieties of capitalism

Palabras claves : America Latina, capitalismo periférico, desarrollo, diversidad de capitalismos, instituciones

Codes JEL : O54 - Latin America; Caribbean, P17 - Performances and Prospects, Z13 - Social Norms and Social Capital; Social Networks

Notes de l'auteur

Cet article est un résultat intermédiaire d'un projet de recherche comparatif pluriannuel du Centre d'études internationales du Colegio de Mexico financé par le CONACYT (Mexique). Les auteurs tiennent à remercier leurs collègues participants à ce projet, Carlos Alba, Alberto Aziz, Graciela Bensusan, Pascal Labazée (malheureusement aujourd'hui décédé) et Jaime Marques Pereira, pour les riches discussions sans lesquelles cet article n'aurait pu aboutir. Ils remercient également les référés de la revue pour leurs remarques et suggestions qui, si elles n'ont pas pu être toutes prises en compte dans cet article, le seront dans les prochaines étapes de la recherche.